

# Gamal Abdel Nasser

**Gamal Abdel Nasser** (arabe : جمال عبد الناصر حسين), né le 15 janvier 1918 à Alexandrie et mort le 28 septembre 1970 au Caire, est un homme d'État égyptien. Il fut le second président de la République de 1956 à sa mort. Après une carrière militaire, il organisa en 1952 le renversement de la monarchie et accéda au pouvoir. À la tête de l'Égypte, il mena une politique socialiste et panarabe appelée nassérisme. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des dirigeants les plus influents du xx<sup>e</sup> siècle.

Nasser fut très tôt impliqué dans la lutte contre l'influence britannique en Égypte. Il intégra ensuite l'armée en 1938 et participa à la guerre israélo-arabe de 1948-1949. Déçu par la monarchie et souhaitant réformer la société égyptienne, Nasser fonda le Mouvement des officiers libres qui renversa le roi Farouk en 1952. Après une lutte de pouvoir contre ses anciens associés, dont le président Mohammed Naguib, il prit le contrôle du gouvernement. Un référendum en 1956 permit l'adoption d'une nouvelle Constitution, la première de l'ère républicaine et l'accession de Nasser à la présidence.

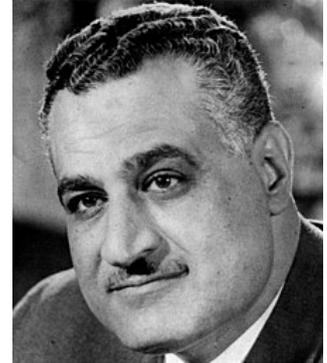
La neutralité de l'Égypte durant la guerre froide causa des tensions avec les puissances occidentales qui refusèrent de financer la construction du barrage d'Assouan. Nasser répliqua en nationalisant la compagnie du canal de Suez en 1956. Le Royaume-Uni, la France et Israël organisèrent une offensive pour reprendre le contrôle du canal mais furent contraints de se replier sous la pression conjointe des États-Unis et de l'Union soviétique. Cet incident accrut considérablement la popularité de Nasser dans le monde arabe et ses discours pour une union panarabe culminèrent avec la création de la République arabe unie avec la Syrie en 1958.

En 1962, Nasser adopta des mesures socialistes et mena des réformes pour moderniser l'Égypte. Malgré les revers à sa vision panarabe, comme la dissolution de l'union avec la Syrie et la guerre du Yémen, ses partisans prirent le pouvoir dans plusieurs pays arabes. Il fut élu président du mouvement des non-alignés en 1964 et, l'année suivante, réélu président après avoir empêché tous ses opposants de se présenter. Après la défaite de l'Égypte lors de la guerre des Six Jours en 1967, il démissionna avant de renoncer du fait des manifestations demandant son maintien au pouvoir. Après le conflit, il se nomma Premier ministre, lança des attaques pour reprendre les territoires perdus, dépolitisa l'armée et promit une libéralisation politique. Après la fin du sommet de la Ligue arabe en 1970, il succomba à une crise cardiaque. Cinq millions de personnes assistèrent à ses funérailles au Caire et le monde arabe fut en deuil.

Nasser reste au début du xxi<sup>e</sup> siècle un symbole de la dignité arabe du fait de ses efforts pour une plus grande justice sociale et sa défense du panarabisme, de la modernisation de l'Égypte et de l'anti-impérialisme. Ses détracteurs ont critiqué son autoritarisme, son populisme, les violations des droits de l'homme par son régime et son échec à créer des institutions civiles durables. Les historiens considèrent Nasser comme une figure centrale de l'histoire moderne du Moyen-Orient et du xx<sup>e</sup> siècle.

## Gamal Abdel Nasser

جمال عبد الناصر



Gamal Abdel Nasser en 1968.

### Fonctions

#### Président de la République arabe unie<sup>N 1</sup>

**26 juin 1956 – 28 septembre 1970**  
(14 ans, 3 mois et 2 jours)

<b>Élection</b>	23 juin 1956
<b>Réélection</b>	15 mars 1965
<b>Vice-président</b>	Abdel Hakim Amer Abdel Latif Boghdadi <sup>(en)</sup> <span></span> Hassan Ibrahim <sup>(en)</sup> <span></span> Zakaria Mohieddin Ali Sabri Hussein el-Shafei <sup>(en)</sup> <span></span> Anouar el-Sadate
<b>Premier ministre</b>	Ali Sabri Zakaria Mohieddin Mohammad Sedki Sulayman <sup>(en)</sup> <span></span> <i>Lui-même</i>
<b>Prédécesseur</b>	<i>Lui-même</i> (président du Conseil révolutionnaire) Mohammed Naguib
<b>Successeur</b>	Anouar el-Sadate

#### Président du Conseil de commandement révolutionnaire de la République d'Égypte (chef de l'État, *de facto*)

**14 novembre 1954 – 26 juin 1956**  
(1 an, 7 mois et 12 jours)

<b>Premier ministre</b>	<i>Lui-même</i>
<b>Prédécesseur</b>	Mohammed Naguib (président de la République et du Conseil de commandement révolutionnaire)
<b>Successeur</b>	<i>Lui-même</i> (président de la République)

#### Premier ministre d'Égypte

**19 juin 1967 – 28 septembre 1970**  
(3 ans, 3 mois et 9 jours)

<b>Président</b>	<i>Lui-même</i>
<b>Prédécesseur</b>	Mohammad Sedki Sulayman <sup>(en)</sup> <span></span>
<b>Successeur</b>	Ali Sabri

## Sommaire

### Jeunesse

### Carrière militaire

### Prise de pouvoir

Mouvement des officiers libres  
Révolution de 1952

### Accession à la présidence

Opposition à Naguib  
Présidence du RCC  
Conférence de Bandung  
Constitution de 1956

### Crise du canal de Suez

Nationalisation  
Intervention occidentale

### Panarabisme et socialisme

République arabe unie  
Influence sur le monde arabe  
Effondrement de la RAU  
Renouveau au niveau régional

### Modernisation et tensions internes

### Guerre des Six Jours

### Dernières années

### Mort et funérailles

### Héritage

Image  
Critiques  
Influence régionale

### Hommages

Vie privée

### Décorations

### Publications

### Notes et références

Notes  
Références

### Bibliographie

### Liens externes

## Jeunesse



Nasser en 1931.

Gamal Abdel Nasser est né le 15 janvier 1918 à Bakos dans les faubourgs d’Alexandrie<sup>1</sup> ; il était le premier fils de Fahima<sup>2</sup> et d’Abdel Nasser Hussein<sup>1</sup>. Son père était un employé de la poste<sup>2</sup> né à Beni Mur en Haute-Égypte mais qui avait grandi à Alexandrie<sup>1</sup> tandis que la famille de sa mère venait de Mallawi dans l’actuel gouvernorat de Minya<sup>3</sup>. Ses parents s’étaient mariés en 1917<sup>3</sup> et ils eurent deux autres fils : Izz al-Arab et al-Leithi<sup>1</sup>. La famille de Nasser déménageait fréquemment au gré des affectations de son père ; elle s’installa à Assiout en 1921 puis à Khatatba où le père de Nasser dirigeait un bureau de poste. Nasser fut scolarisé dans une école pour les enfants des employés du chemin de fer jusqu’en 1924 lorsqu’il fut envoyé vivre chez son oncle paternel au Caire<sup>4</sup>.

Nasser resta en contact épistolaire avec sa mère et il lui rendait visite pendant les vacances mais il cessa de recevoir des lettres à la fin du mois d’avril 1926. À son retour à Khatatba, il apprit que sa mère était morte après avoir donné naissance à son troisième frère, Shawki, et que sa famille lui avait caché l’information<sup>5,6</sup>. Nasser déclara plus tard que « perdre sa mère fut un traumatisme profond que le temps n’a pas soulagé<sup>7</sup> ». Il adorait sa mère et fut très affecté par le remariage rapide de son père<sup>5,8,9</sup>.

En 1928, Nasser s’installa à Alexandrie chez son grand-père maternel<sup>6,7</sup>. Il étudia un temps dans un internat à Helwan avant de revenir à Alexandrie en 1933 lorsque son père fut transféré dans les services postaux de la ville<sup>6,7</sup>. Nasser s’impliqua très tôt dans l’activisme politique<sup>6,10</sup>. Après avoir assisté à des affrontements entre des manifestants et la police sur la place Manshia d’Alexandrie<sup>7</sup>, il rejoignit la manifestation sans connaître son objectif<sup>11</sup>. La protestation, organisée par le parti nationaliste Jeune Égypte, exigeait la fin de l’influence étrangère en Égypte à la suite de l’abrogation de la Constitution de 1923 par le Premier ministre Ismaïl Sidqi<sup>7</sup>. Nasser fut arrêté et passa la nuit en détention<sup>12</sup> avant d’être délivré par son père<sup>6</sup>.

Lorsque son père fut transféré au Caire en 1933, Nasser le suivit et il étudia à l’établissement al-Nahda al-Masria<sup>7,13</sup>. Il écrivit des articles dans le journal de l’école et participa à des pièces de théâtre scolaires dont une sur le philosophe français Voltaire intitulée *Voltaire, l’homme de la Liberté*<sup>7,13</sup>. Le 13 novembre 1935, il mena une manifestation étudiante contre l’influence britannique à la suite d’une déclaration du secrétaire d’État britannique Samuel Hoare dans laquelle il rejetait l’idée d’une restauration de la Constitution de 1923<sup>7</sup>. Deux manifestants furent tués

**18 avril 1954 – 29 septembre 1962**

(8 ans, 5 mois et 11 jours)

**Président**  Mohammed Naguib  
*Lui-même*

**Prédécesseur**  Mohammed Naguib

**Successeur**  Ali Salafiste

**25 février – 8 mars 1954**

(11 jours)

**Président**  Mohammed Navigue

**Prédécesseur**  Mohammed Naguib

**Successeur**  Mohammed Naguib

**Secrétaire général  
du Mouvement des non-alignés**

**10 octobre 1964 – 8 septembre 1970**

(5 ans, 10 mois et 29 jours)

**Prédécesseur**  Josip Broz Tito

**Successeur**  Kenneth Kaunda

### Biographie

**Nom de naissance**  Gamal Abdel Nasser Hussein

**Date de naissance**  15 janvier 1918

**Lieu de naissance**  Alexandrie (Égypte)

**Date de décès**  28 septembre 1970

**Lieu de décès**  Le Caire (Égypte)

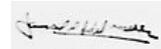
**Nationalité**  égyptienne

**Parti politique**  Union socialiste arabe

**Conjoint**  Tahia Kazem

**Enfants**  Hoda  
 Mona  
 Khalid  
 Abdel Hamid  
 Abdel Hakim

**Religion**  Islam sunnite



Premiers ministres d’Égypte  
Présidents de la République arabe unie



Numéro de novembre 1935 du journal *Al-Gihad* dans lequel le nom de Nasser est entouré en rouge.

et Nasser fut légèrement blessé à la tête par une balle<sup>12</sup>. L'incident lui valut de figurer pour la première fois dans la presse ; le journal nationaliste *Al Gihad* rapporta que Nasser fut l'un des meneurs de la manifestation et qu'il avait été blessé<sup>7,14</sup>. Le 12 décembre, le nouveau roi Farouk délivra un décret restaurant la Constitution<sup>7</sup>. En raison de ses nombreuses activités politiques, Nasser n'assista qu'à 45 jours de classe durant sa dernière année de collège<sup>15,16</sup>. Il s'opposa au traité anglo-égyptien de 1936 qui prolongeait le maintien d'une partie des bases britanniques dans le pays<sup>7</sup>. L'accord était cependant approuvé par la quasi-totalité des forces politiques égyptiennes et l'agitation diminua sensiblement. Nasser reprit ses études à al-Nahda al-Masria<sup>15</sup> et quitta l'école avec l'équivalent du brevet<sup>7</sup>.

Selon l'historien Saïd K. Aburich, Nasser ne fut pas affecté par ses fréquents déménagements qui élargirent son horizon et lui firent prendre conscience des divisions de la société égyptienne. Il consacrait beaucoup de temps à la lecture en particulier en 1933 car il vivait non loin de la bibliothèque nationale. Il avait lu le Coran, les hadîths de Mahomet, les sahabas de ses compagnons<sup>17</sup> et les biographies de Napoléon, Atatürk, Bismarck, Garibaldi ainsi que l'autobiographie de Winston Churchill<sup>7,12,18,19</sup>. Il fut fortement influencé par le nationalisme égyptien défendu par l'homme politique Mustafa Kamil, le poète Ahmed Chawqi<sup>17</sup> et son instructeur de l'académie militaire, Aziz Ali al-Misri, auquel Nasser exprima sa gratitude dans un entretien en 1961<sup>20</sup>. Il indiqua par la suite que le roman *La conscience retrouvée* dans lequel Tawfiq al-Hakim avait écrit que le peuple égyptien n'avait besoin que « d'un homme qui représenterait tous leurs désirs et sentiments et qui serait leur symbole » lui avait servi d'inspiration au moment de la révolution de 1952<sup>18</sup>.

## Carrière militaire



Nasser en 1937.

En 1937, Nasser postula à l'Académie militaire égyptienne réservée aux enfants de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie, mais l'accord conclu en 1936 avec l'occupant britannique permit à l'armée égyptienne d'élargir son recrutement à la petite bourgeoisie, ce dont va bénéficier Nasser<sup>21</sup> pour devenir officier<sup>22</sup> mais son passé d'opposant au gouvernement bloqua son admission<sup>23</sup>. Déçu, il intégra la faculté de droit de l'université Fouad<sup>23</sup> mais la quitta au bout d'un semestre pour essayer à nouveau de rejoindre l'académie militaire<sup>24</sup>. Conscient qu'il ne serait pas admis sans soutien, Nasser obtint un entretien avec le sous-secrétaire à la Guerre, Ibrahim Khairy Pasha<sup>22</sup>, responsable des admissions<sup>23</sup>. Il accepta de soutenir la candidature de Nasser qui fut approuvée à la fin de l'année 1937<sup>22,23,25</sup>. Il consacra alors tout son temps à sa carrière militaire et garda peu de contacts avec sa famille. À l'académie, il rencontra Abdel Hakim Amer et Anouar el-Sadate, qui devinrent de proches conseillers durant sa présidence<sup>26</sup>. Après avoir été diplômé en juillet 1938<sup>7</sup>, Nasser fut affecté à Manqabad près de la ville de Beni Mur et devint sous-lieutenant dans l'infanterie<sup>27</sup>. En 1941, Nasser et Amer furent stationnés à Khartoum dans le Soudan anglo-égyptien<sup>28</sup>. En mai 1943, il obtint un poste d'instructeur à l'académie militaire<sup>28</sup>.

Dans la nuit du 4 au 5 février 1942, l'ambassadeur britannique Miles Lampson (en) fit encercler le palais du roi Farouk pour exiger le renvoi du Premier ministre Hussein Sirri Pacha en raison de ses sympathies pour l'Axe à un moment où les forces de ce dernier entraient en Égypte. Nasser vit cet incident comme une violation flagrante de la souveraineté égyptienne et écrivit « j'ai honte de voir que notre armée n'a pas réagi à cette attaque<sup>29</sup> ». Il rejoignit l'école des officiers plus tard dans l'année<sup>29</sup> et commença à former un groupe de jeunes officiers favorables à une révolution nationaliste<sup>30</sup>. Nasser resta en contact avec les membres du groupe par l'intermédiaire d'Amer qui continua de recruter des officiers intéressés au sein des différentes composantes des forces armées égyptiennes et lui envoyait un dossier détaillé sur chacun d'entre eux<sup>31</sup>.

La première expérience militaire de Nasser eut lieu en Palestine durant la guerre israélo-arabe de 1948-1949<sup>32</sup>. Il s'était initialement porté volontaire pour rejoindre le Haut Comité arabe mené par Mohammed Amin al-Husseini. Ce dernier fut impressionné par Nasser<sup>33</sup> mais le gouvernement égyptien refusa son entrée dans les forces arabes pour des raisons peu claires<sup>33,34</sup>. En mai 1948, après la fin du retrait britannique, le roi Farouk déploya l'armée égyptienne en Palestine<sup>35</sup> avec Nasser à la tête du 6<sup>e</sup> bataillon d'infanterie<sup>36</sup>. Durant le conflit, il rapporta l'impréparation de l'armée égyptienne dont les « soldats s'écrasaient sur les fortifications<sup>35</sup> ». Le 12 juillet, il fut légèrement blessé alors que ses forces étaient encerclées par l'armée israélienne dans la « poche de Faluja (en) ». Ses demandes de soutien à la Légion arabe jordanienne furent ignorées mais son unité refusa de se rendre. Les négociations entre Israël et l'Égypte aboutirent finalement à la cession de Faluja à l'État hébreu<sup>35</sup>. Selon le journaliste Eric Margolis, la résistance des troupes égyptienne à Faluja fut « l'une de deux seules actions arabes honorables durant la guerre israélo-arabe de 1948-1949. Ses défenseurs, dont le jeune officier Gamal Abdel Nasser, devinrent des héros<sup>37</sup> ».



Nasser portant le drapeau de son unité en 1940.

La chanteuse égyptienne Oum Kalthoum organisa des festivités pour le retour des officiers malgré les réserves du gouvernement qui avait subi des pressions de la part des Britanniques pour annuler la réception. La déconnexion apparente entre la population et le pouvoir royal durant le retour des officiers renforça la détermination de Nasser à renverser la monarchie<sup>38</sup>. Il avait également le sentiment que son unité avait été abandonnée malgré la résistance qu'elle avait opposé<sup>39</sup>. Il commença la rédaction de son livre *Philosophie de la révolution* durant le siège<sup>37</sup>. Après la guerre, il reprit son poste d'instructeur à l'académie militaire<sup>40</sup>. Il prit contact avec les Frères musulmans en octobre 1948 pour essayer de former une alliance mais jugea que leur programme était incompatible avec son nationalisme et il commença à s'opposer à leur influence<sup>35</sup>. Nasser fit partie de la délégation égyptienne qui négocia les accords d'armistice avec Israël à Rhodes ; il jugea les termes humiliants en particulier du fait de l'opération *Ouvda* durant laquelle les Israéliens s'emparèrent facilement de la région d'Eilat<sup>41</sup>.

## Prise de pouvoir

### Mouvement des officiers libres

Le retour de Nasser en Égypte coïncida avec le coup d'État de Housni al-Zaim en Syrie<sup>42</sup>. Son succès et le large soutien populaire dont il disposait encouragea les ambitions révolutionnaires de Nasser<sup>42</sup>. Peu après son retour, Nasser fut convoqué et interrogé par le Premier ministre Ibrahim Abdel Hadi (en) au sujet des rumeurs selon lesquelles il formait un groupe secret d'officiers séditieux<sup>42</sup>. Selon des sources indirectes, Nasser aurait nié les allégations de manière convaincante<sup>42</sup>. Abdel Hadi hésitait également à prendre des mesures trop drastiques à l'encontre de l'armée<sup>42</sup>. L'entretien persuada Nasser d'accélérer la formation de son groupe<sup>42</sup> qui prit le nom de mouvement des officiers

libres après 1949<sup>40</sup>. Il forma le comité fondateur du mouvement qui finit par comprendre quatorze hommes de différents milieux sociaux et politiques dont des membres du groupe Jeune Égypte, de l'organisation des Frères musulmans, du parti communiste égyptien et de l'aristocratie<sup>42</sup>. Nasser fut unanimement choisi pour présider l'organisation<sup>42</sup>.

Lors des élections législatives de 1950, le parti Wafd remporta une large victoire essentiellement du fait de l'absence des Frères musulmans qui boycottèrent le scrutin ; le parti était considéré comme une menace par le mouvement des officiers libres car ses demandes étaient similaires aux siennes<sup>43</sup>. Des membres du parti Wafd furent accusés de corruption et le climat tendu amena au premier plan le mouvement de Nasser<sup>44</sup>. L'organisation comptait alors environ 90 membres ; selon l'un d'eux, Khaled Mohieddin (en), « personne ne connaissait leur identité ou leur place dans la hiérarchie en dehors de Nasser<sup>44</sup> ». Ce dernier considérait que son mouvement n'était pas prêt à agir contre le gouvernement et durant deux ans, il se limita au recrutement d'officiers et à la publication de journaux clandestins<sup>45</sup>.

Le 11 octobre 1951, le gouvernement mené par le parti Wafd abrogea le traité anglo-égyptien de 1936, qui avait accordé le contrôle du canal de Suez au Royaume-Uni jusqu'en 1956<sup>45</sup>. Cette décision était populaire et les actions clandestines contre les Britanniques soutenues par le gouvernement poussèrent Nasser à agir<sup>45</sup>. Selon Sadate, Nasser décida de lancer « une vague d'assassinat à grande-échelle<sup>46</sup> ». En janvier 1952, plusieurs officiers non-identifiés et lui tentèrent d'assassiner le général royaliste Hussein Sirri Amer en ouvrant le feu sur sa voiture alors qu'elle roulait dans les rues du Caire<sup>46</sup>. Le général en sortit indemne mais une passante fut blessée<sup>46</sup>. Nasser se rappela que ses blessures « le hantaient » et celles-ci le dissuadèrent fermement de renouveler de telles actions<sup>46</sup>.

Sirri Amer était proche du roi Farouk et il fut désigné par la présidence pour briguer la présidence le club des officiers, une fonction essentiellement cérémonielle<sup>46</sup>. Nasser était résolu à établir l'indépendance de l'armée par rapport à la monarchie. Avec l'aide d'Amer, il choisit Mohammed Naguib, un général populaire qui avait présenté sa démission en 1942 du fait des pressions britanniques et avait été blessé trois fois durant la guerre contre Israël<sup>47</sup>. Naguib remporta une claire victoire et le mouvement, via *al-Misri*, l'un des principaux journaux égyptiens, rapporta ce succès tout en louant l'esprit nationaliste de l'armée<sup>47</sup>.

## Révolution de 1952

Le 25 janvier 1952, au cours d'affrontements à Ismaïlia, les forces britanniques stationnées le long du canal de Suez tuèrent 40 policiers égyptiens. Le lendemain, des émeutes au Caire entraînèrent la mort de 76 personnes dont neuf Britanniques. Peu après, Nasser rendit public un programme en six points visant à démanteler le féodalisme et l'influence britannique. En mai 1952, Nasser apprit que Farouk connaissait les noms des officiers appartenant à son mouvement et qu'il se préparait à les arrêter ; il chargea alors Zakaria Mohieddin de préparer le renversement de la monarchie avec des troupes loyales au mouvement<sup>48</sup>.

Le mouvement des officiers libres n'avait pas l'intention de prendre le pouvoir mais d'établir une démocratie parlementaire. Nasser considérait que le peuple n'accepterait pas un simple lieutenant-colonel et il choisit le général Naguib pour mener le coup d'État en son nom. Le soulèvement fut déclenché le 22 juillet et les officiers libres prirent rapidement le contrôle des bâtiments officiels, des commissariats, des états-majors et des stations de radio du Caire. Nasser revêtit des habits civils pour éviter d'être repéré par les forces royalistes et fit la navette entre les différents lieux contrôlés par les rebelles pour évaluer la situation<sup>49</sup>. Afin d'éviter une intervention étrangère, Nasser avait informé les gouvernements britannique et américain de ses intentions deux jours auparavant et les deux avaient accepté de ne pas soutenir Farouk<sup>49,50</sup>. En retour, Nasser avait accepté de laisser le roi quitter l'Égypte lors d'une cérémonie officielle<sup>51</sup>.

Naguib, qui était en public le meneur du gouvernement révolutionnaire, devint le premier président de l'Égypte le 18 juin 1953. La monarchie fut abolie le même jour tandis que la république d'Égypte était proclamée<sup>49</sup>. Selon Aburish, après leur prise de pouvoir, Nasser et les officiers libres voulaient devenir « les défenseurs des intérêts du peuple » contre la monarchie et les pachas tout en laissant la gestion du pays aux mains des civils<sup>52</sup>. Ils demandèrent à l'ancien Premier ministre Ali Mahir Pacha de reprendre ses fonctions et de former un gouvernement civil<sup>52</sup>. Les officiers libres gouvernaient alors par l'intermédiaire du conseil révolutionnaire égyptien (en) (RCC) avec Naguib comme président et Nasser comme vice-président<sup>53</sup>. Les relations avec Mahir se détériorèrent cependant rapidement car ce dernier considérait que les idées de Nasser comme la réforme agraire, l'abolition de la monarchie et la réorganisation des partis politiques étaient trop radicales<sup>54</sup>. Mahir démissionna le 7 septembre et Naguib devint Premier ministre avec Nasser en tant que vice-Premier ministre<sup>55,56</sup>. La réforme agraire fut lancée en septembre<sup>54</sup> et dans l'esprit de Nasser, celle-ci devait permettre de légitimer le RCC tout en transformant le coup d'État en révolution<sup>57</sup>. La journaliste Sarra Grira relève que la réforme agraire « s'inscrit dans une volonté de redistribution des richesses, que ce soit en termes d'accès à la propriété terrienne ou de moyens d'exploitation. Plusieurs lois sont ainsi promulguées pour plafonner les superficies des grandes propriétés, permettant l'accès des petits paysans aux terrains agricoles. De plus, la possibilité de louer à vie, avec des loyers plafonnés, s'offre également à ces derniers »<sup>58</sup>.

En août 1952, des émeutes d'inspiration communiste éclatèrent dans des usines textiles à Kafr el-Dawwar et les affrontements avec l'armée firent neuf morts. Une majorité des membres du RCC dont Naguib voulait exécuter pour l'exemple les deux meneurs de l'insurrection mais Nasser s'y opposa fermement ; les condamnations à mort furent néanmoins appliquées. Les Frères musulmans soutinrent le RCC dans sa prise de pouvoir et demandèrent quatre ministères dans le nouveau gouvernement. Nasser rejeta ces demandes et essaya de coopter le mouvement en accordant des postes mineurs à deux de ses membres qui accepteraient de servir en tant qu'indépendants<sup>57</sup>.

## Accession à la présidence

### Opposition à Naguib

En janvier 1953, Nasser interdit tous les partis politiques<sup>59</sup> et créa un parti unique sous le nom de Rassemblement de la Libération dont il prit le poste de secrétaire général pour regrouper les associations soutenant le RCC<sup>60</sup>. Malgré cette décision, Nasser était, selon Abdel Latif Boghdadi (en), le seul membre du RCC qui souhaitait organiser des élections législatives<sup>59</sup>. En mars 1953, il présida la délégation égyptienne



Les officiers libres après le coup d'État en 1953. De gauche à droite : Khaled Mohieddin (en), Abdel Latif Boghdadi (en), Kamal el-Din Hussein (debout), Gamal Abdel Nasser (assis), Abdel Hakim Amer, Mohammed Naguib, Youssef Seddik et Ahmad Shawkī.



Les chefs de l'Égypte après l'éviction du roi Farouk en novembre ; de gauche à droite : Sulayman Hafez, Mohammed Naguib et Nasser.

négociant le retrait britannique du canal de Suez<sup>61</sup>.



Nasser (à droite) et Mohammed Naguib durant des célébrations marquant le deuxième anniversaire de la Révolution de 1952.

Lorsque Naguib commença à montrer son indépendance vis-à-vis de Nasser en se distançant de la réforme agraire et en se rapprochant du parti Wafd et des Frères musulmans<sup>62</sup>, Nasser se résolut à le renverser<sup>61</sup>. En juin, il limogea le ministre de l'Intérieur Sulayman Hafez favorable à Naguib<sup>62</sup> et pressa ce dernier de proclamer l'abrogation de la monarchie<sup>61</sup>. Le 24 février 1954, Naguib annonça sa démission à la suite d'une réunion sans sa présence du RCC deux jours plus tôt<sup>63</sup>. Le 26 février, Nasser accepta sa démission et le plaça en résidence surveillée<sup>63</sup> tandis que le RCC le nomma président du comité et Premier ministre<sup>64</sup>. Naguib s'était néanmoins préparé à cette éventualité et une unité de cavalerie se mutina pour demander la restauration de Naguib et la dissolution du RCC<sup>63</sup>. Alors qu'il se trouvait à l'état-major pour exiger la fin de la mutinerie, Nasser fut initialement contraint d'accepter leurs demandes<sup>65</sup>. Le 27 février, des partisans de Nasser dans l'armée attaquèrent néanmoins le quartier-général et mirent fin à la rébellion<sup>66</sup>. Plus tard dans la journée, des centaines de milliers de manifestants appartenant essentiellement aux Frères musulmans, exigèrent le retour de Naguib et l'arrestation de Nasser<sup>67</sup>. En réponse, une portion importante du RCC menée par Khaled Mohieddin contraignit Nasser d'accéder à ces demandes<sup>61</sup>. Le retour de Naguib fut néanmoins retardé jusqu'au 4 mars ce qui permit à Nasser de nommer Amer à la tête des forces armées, une fonction auparavant occupée par Naguib<sup>68</sup>.

Le 5 mars, les forces de sécurité de Nasser arrêtrèrent des milliers de participants au soulèvement de 1952<sup>67</sup>. Dans un stratagème pour rassembler l'opposition au retour à la situation pré-révolutionnaire, le RCC décréta la fin des restrictions sur les partis de la période monarchie et le retrait des officiers libres de la politique<sup>67</sup>. Les bénéficiaires de la révolution comme les ouvriers, les paysans et les artisans s'opposèrent ainsi à ces décrets<sup>69</sup> ; un million de travailleurs se mirent en grève et des milliers de paysans entrèrent au Caire pour protester à la fin du mois de mars<sup>70</sup>. Naguib envisagea de réprimer les manifestations par la force mais ses demandes furent refusées par les forces de sécurité<sup>71</sup>. Le 29 mars, Nasser annonça l'annulation des décrets en réponse aux demandes de la rue<sup>71</sup>. Entre avril et juin, des centaines de partisans de Naguib dans l'armée furent arrêtés ou limogés et Mohieddin fut contraint à l'exil en Suisse<sup>71</sup>.

## Présidence du RCC

Le 26 octobre 1954, Mohammed Abdel Latif, un membre des Frères musulmans, tenta d'assassiner Nasser alors qu'il donnait un discours à Alexandrie pour célébrer le retrait des forces britanniques. Le discours était diffusé par radio dans tout le monde arabe. Le tireur se trouvait à 7,5 m de la tribune et tira huit coups dont aucun ne toucha Nasser. La foule paniqua mais Nasser continua de parler la voix affectée par l'émotion<sup>72, 73</sup> :

« Mes concitoyens, mon sang coule pour vous et l'Égypte. Je vivrai pour votre salut et mourrai pour le salut de votre liberté et votre honneur. Laissons-les me tuer ; cela m'importe peu car j'ai insufflé la fierté, l'honneur et la liberté en vous. Si Gamal Abdel Nasser doit mourir, vous serez tous Gamal Abdel Nasser... Gamal Abdel Nasser est l'un d'entre vous et il est prêt à sacrifier sa vie pour la nation<sup>73</sup>. »

La tentative d'assassinat se retourna contre ses commanditaires et à son retour au Caire, Nasser ordonna l'arrestation de milliers d'opposants essentiellement des Frères musulmans mais également des communistes et des partisans de Naguib<sup>74</sup>. Huit chefs de la confrérie furent exécutés<sup>74</sup> même si la condamnation à mort de son principal idéologue Saïd Qotb fut commuée en 15 ans de prison<sup>75</sup>. Naguib fut limogé de son poste de président et placé en résidence surveillée mais ne fut jamais jugé ou condamné et personne dans l'armée ne fit rien pour le défendre. Avec la neutralisation de ses rivaux, Nasser devint le meneur indiscuté de l'Égypte<sup>73</sup>.



Nasser célébré par la foule à Alexandrie un jour après son annonce du retrait britannique et la tentative d'assassinat contre lui, 27 octobre 1954.

Le soutien de la rue restait cependant encore trop faible pour que Nasser puisse mener ses réformes et il avait besoin de sécuriser son pouvoir<sup>76</sup>. Pour renforcer le Rassemblement de la Libération, il donna des discours dans tout le pays<sup>76</sup> et mit au pas la presse en ordonnant que toutes les publications soient approuvées par le parti pour éviter la « sédition<sup>77</sup> ». Oum Kalthoum et Abdel Halim Hafez, les principaux chanteurs arabes de la période, écrivirent des chansons louant le nationalisme de Nasser tandis que d'autres artistes dénigrèrent ses opposants politiques<sup>76</sup>. Selon ses associés, Nasser aurait lui-même orchestré la campagne<sup>76</sup>. Des termes faisant référence au nationalisme arabe comme la « patrie arabe » ou la « nation arabe » commencèrent à apparaître fréquemment dans ses discours en 1954-1955 alors qu'il faisait auparavant référence aux « peuples » arabes et à la « région arabe<sup>78</sup> ». En janvier 1955, le RCC le désigna président en attendant des élections législatives<sup>76</sup>.

Nasser prit des contacts secrets avec Israël en 1954-1955 mais jugea une paix impossible avec un pays qu'il considérait comme « un État expansionniste qui voit les Arabes avec dédain<sup>79</sup> ». Le 28 février 1955, les troupes israéliennes attaquèrent la bande de Gaza contrôlée par l'Égypte pour mettre fin aux attaques des *fedayins* palestiniens. Nasser estimait que l'armée égyptienne n'était pas prête à une confrontation et son incapacité à répondre aux actions israéliennes affecta sa popularité<sup>80, 81</sup>. Nasser ordonna alors le renforcement du blocus du détroit de Tiran et le trafic aérien israélien dans le golfe d'Agaba fut limité au mois de septembre<sup>80</sup>. En réponse, les Israéliens se déployèrent dans la zone démilitarisée d'al-Auja sur la

frontière égyptienne le 21 septembre<sup>81</sup>.

Simultanément avec le raid israélien de février, le pacte de Bagdad fut signé par certains pays alliés régionaux du Royaume-Uni comme l'Irak. Nasser considérait cette alliance militaire comme une menace pour les efforts égyptiens visant à saper l'influence britannique au Moyen-Orient et un moyen d'affaiblir la Ligue arabe tout en « perpétuant l'asservissement [arabe] au sionisme et à l'impérialisme [occidental]<sup>80</sup> ». Nasser estimait que s'il voulait maintenir la position dominante de l'Égypte dans la région, il devait acquérir des armements modernes. Lorsqu'il devint clair que les pays occidentaux ne fourniraient pas d'équipements militaires selon des termes acceptables<sup>80, 81, 82</sup>, Nasser se tourna vers le bloc de l'Est et signa un contrat d'armement de 320 millions de dollars (environ 2,2 milliards de dollars de 2012<sup>83</sup>) avec la Tchécoslovaquie le 27 septembre<sup>80, 81</sup>. Grâce à cet accord, l'équilibre des forces entre Égypte et Israël fut quelque peu rétabli et le rôle de Nasser en tant que meneur arabe défiant l'Occident fut renforcé<sup>81</sup>.

## Conférence de Bandung

0:00	MENU
------	------

Enregistrement du discours de Nasser à Alexandrie le 26 octobre 1954 qui fut marqué par une tentative d'assassinat.

Lors de la conférence de Bandung en Indonésie à la fin du mois d'avril 1955, Nasser fut considéré comme le principal représentant des pays arabes et fut l'une des figures les plus populaires du sommet<sup>84,85</sup>. Sur le trajet à la conférence, il fit des escales en Afghanistan, au Pakistan<sup>86</sup>, en Inde<sup>87</sup> et en Birmanie<sup>88</sup>. Nasser servit de médiateur entre les factions pro-occidentales, pro-soviétiques et indépendantes pour la rédaction du communiqué final<sup>84</sup> concernant le colonialisme en Afrique et en Asie et la création d'un troisième ensemble neutre dans la guerre froide. Nasser défendit l'indépendance des colonies françaises d'Afrique du Nord, le droit au retour des réfugiés palestiniens et l'adoption de résolutions (en) des Nations unies pour mettre fin au conflit israélo-arabe<sup>89</sup>. Après la conférence, Nasser adopta officiellement le « neutralisme positif » du président yougoslave Josip Broz Tito et du président indien Jawaharlal Nehru en tant qu'élément central de la politique étrangère égyptienne dans la guerre froide<sup>85,90</sup>. Nasser fut accueilli à son retour par une large foule dans les rues du Caire le 2 mai et fut salué par la presse pour ses réussites dans la conférence. La confiance de Nasser et son prestige furent considérablement renforcés<sup>91</sup>.



Nasser et Ahmad ben Yahya du Yémen du Nord regardent l'objectif durant la conférence de Bandung en avril 1955. Le prince Fayçal d'Arabie saoudite est à l'arrière-plan avec un agal et Mohammed Amin al-Husseini est visible au premier-plan.

## Constitution de 1956

Avec sa position intérieure fortement renforcée, Nasser fut capable de prendre l'ascendant sur ses collègues du RCC et jouissait alors d'une capacité d'action incontestée<sup>88</sup> en particulier dans le cadre de la politique étrangère<sup>92</sup>. En janvier 1956, une nouvelle Constitution fut rédigée et instaura un système de parti unique appelé Union nationale (NU)<sup>92</sup> ; Nasser décrivit cette organisation comme « le cadre dans lequel nous réaliserons notre révolution<sup>93</sup> ». La NU était une recomposition du Rassemblement de la Liberté<sup>94</sup> dont Nasser estimait qu'il n'était pas parvenu à obtenir une large participation de la population<sup>95</sup>. Dans le nouveau mouvement, Nasser tenta de renforcer les comités locaux pour solidifier le soutien populaire à son régime<sup>95</sup>.

La nomination de Nasser à la présidence et la nouvelle Constitution furent soumises à un référendum le 23 juin 1956 et approuvées par plus de 99,8 % des électeurs<sup>92</sup>. Une assemblée nationale de 350 membres fut établie et des élections furent organisées en juillet 1957<sup>94</sup>. De nombreux candidats furent rejetés par les autorités et les pouvoirs de l'assemblée étaient limités par les vetos du président<sup>96</sup>. La Constitution accordait le droit de vote aux femmes, interdisait toute discrimination sexuelle et accordait des protections aux femmes dans le monde du travail<sup>97</sup>. Le RCC vota sa dissolution et ses membres reprirent leurs fonctions militaires dans le cadre du processus de transition du pouvoir aux civils<sup>98</sup>. Durant les délibérations entourant la formation d'un nouveau gouvernement, Nasser entama une purge de ses anciens associés au sein du mouvement des officiers libres<sup>92</sup>.

Enfin, le 26 juin 1956, Nasser est investi pour son premier mandat<sup>99</sup>.

## Crise du canal de Suez

### Nationalisation



Nasser hisse le drapeau égyptien dans la ville de Port-Saïd pour célébrer le départ des derniers soldats britanniques de la zone du canal en juin 1956.

Après sa prise de pouvoir officielle, les politiques intérieures et étrangères de Nasser commencèrent à menacer les intérêts du Royaume-Uni et de la France. Cette dernière condamnait son soutien aux indépendantistes algériens tandis que le gouvernement britannique d'Anthony Eden devait faire face à la campagne de Nasser contre le pacte de Bagdad<sup>98</sup>. Les États-Unis furent également irrités par la neutralité égyptienne dans la guerre froide, la reconnaissance de la Chine communiste par Nasser et ses achats d'armes auprès du bloc de l'Est. Le 19 juillet 1956, les États-Unis et le Royaume-Uni retirèrent soudainement leurs offres de financement pour la construction du barrage d'Assouan<sup>98</sup>. Nasser fut informé du retrait anglo-américain par un communiqué de presse alors qu'il retournait en Égypte après un voyage à Belgrade et fut ulcéré<sup>100</sup>. Même si l'idée d'une nationalisation du canal de Suez était dans les esprits après le retrait des forces britanniques dont le dernier soldat quitta l'Égypte le 13 juin 1956, le journaliste Mohamed Hassanein Heikal avance que Nasser ne prit cette décision qu'entre le 19 et le 20 juillet<sup>100</sup>. Nasser indiqua plus tard qu'il avait pris sa décision le 23 juillet après avoir organisé plusieurs réunions avec ses conseillers<sup>100</sup>. La plupart des membres du gouvernement furent tenus à l'écart des préparatifs et ne prirent connaissance de la décision que quelques heures avant que Nasser ne la rende publique<sup>100</sup>.

Le 26 juillet 1956, Nasser donna un discours à Alexandrie au cours duquel il annonça la nationalisation de la compagnie du canal de Suez pour financer la construction du barrage d'Assouan à la suite du retrait anglo-américain<sup>101</sup>. Dans son discours, il dénonça l'impérialisme britannique en Égypte et sa mainmise sur les profits liés à l'exploitation du canal. Il déclara que le peuple égyptien avait le droit d'exercer sa souveraineté sur le canal d'autant plus que des milliers d'Égyptiens étaient morts durant sa construction<sup>101</sup>. La décision était techniquement une violation de l'accord signé avec le Royaume-Uni le 19 octobre 1954<sup>102</sup> même s'il assura que les actionnaires seraient dédommagés<sup>103</sup>.

L'annonce de la nationalisation fut accueillie avec enthousiasme par l'audience et des manifestations de soutien éclatèrent dans tout le monde arabe<sup>104</sup>. L'ambassadeur américain Henry A. Byroade indiqua : « Je ne peux qu'insister sur la popularité de la nationalisation de la compagnie du canal en Égypte même auprès des adversaires de Nasser<sup>102</sup> ». Le politologue égyptien Mahmoud Hamad écrivit qu'avant 1956, Nasser avait consolidé son pouvoir sur les bureaucraties militaires et civiles de l'Égypte mais que ce ne fut qu'après la nationalisation du canal qu'il acquit une légitimité populaire quasi totale et qu'il s'établit comme le « chef charismatique » et le « porte-parole des masses non seulement en Égypte mais dans tout le Tiers-Monde<sup>105</sup> ». Selon Aburish, ce fut à ce moment le plus grand triomphe de Nasser dans la cause du panarabisme et « son effigie se retrouva rapidement dans les tentes du Yémen, les souks de Marrakech et les élégantes villas de Syrie<sup>104</sup> ». Le jour de la nationalisation, l'Égypte ferma le canal au trafic maritime israélien<sup>103</sup>.

### Intervention occidentale

La France et le Royaume-Uni qui étaient les principaux actionnaires de la compagnie du canal de Suez virent sa nationalisation comme une nouvelle mesure hostile de la part du gouvernement égyptien. Nasser était conscient que sa décision pourrait provoquer une crise internationale et il estimait qu'il y avait 80 % de chances pour que les deux pays interviennent<sup>106</sup>. Il estimait néanmoins que le Royaume-Uni aurait besoin d'au moins deux mois pour se préparer à une intervention militaire et qu'une action israélienne était « impossible<sup>107</sup> ». Au début

du mois d'octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies fut convoqué sur la question de la nationalisation et adopta une résolution reconnaissant le droit de l'Égypte à contrôler le canal tant que le passage de navires étrangers était autorisé<sup>108</sup>. Selon Heikal, Nasser estima après cet accord que la probabilité d'une attaque était tombée à 10 %<sup>109</sup>. La France, le Royaume-Uni et Israël signèrent néanmoins un accord secret visant à reprendre le contrôle du canal, à occuper certains territoires égyptiens<sup>102, 110</sup> et à renverser Nasser<sup>111, 112, 113</sup>.

Le 29 octobre, les forces israéliennes entrèrent dans le Sinaï, submergèrent les défenses égyptiennes et progressèrent rapidement dans la péninsule. Deux jours plus tard, l'aviation britannique et française bombarda les aérodromes égyptiens dans la zone du canal<sup>114</sup>. Nasser ordonna à son état-major de se replier du Sinaï pour renforcer les défenses du canal<sup>115</sup>. Il craignait que si les unités blindées étaient déployées pour repousser l'invasion israélienne et que les Français et les Britanniques débarquaient dans la ville portuaire de Port-Saïd, les blindés égyptiens dans le Sinaï seraient coupés de leurs arrières et détruits<sup>115</sup>. Amer était en désaccord et voulait que les chars égyptiens attaquent les Israéliens<sup>115</sup>. Un échange houleux eut lieu le 3 novembre entre les deux hommes mais Amer céda<sup>115</sup>. Nasser ordonna également de bloquer le canal en coulant ou en immobilisant 49 navires à ses entrées<sup>116</sup>. Malgré le retrait des troupes égyptiennes, environ 2 000 soldats égyptiens furent tués lors des combats avec Israël et durant le repli<sup>117</sup> et 5 000 autres furent capturés<sup>115</sup>. Amer et Salah Salem proposèrent de demander un cessez-le-feu et Salem suggéra que Nasser se rende lui-même aux forces britanniques<sup>102</sup>. Nasser réprimanda les deux hommes et promit que personne n'allait se rendre<sup>116</sup>. Il prit le contrôle de l'armée et pour contrebalancer les mauvaises performances des militaires, il autorisa la distribution de 400 000 fusils à des volontaires et des unités de milice furent assemblées dans toute l'Égypte<sup>118</sup>.

Nasser considérait que Port Saïd devait être le pivot stratégique et psychologique de la défense égyptienne<sup>119</sup>. De nouvelles unités de la garde nationale furent déployées en renfort et plusieurs régiments furent chargés d'organiser la résistance populaire<sup>120</sup>. Nasser et Boghdadi se rendirent dans la zone du canal pour soutenir le moral des volontaires. Selon les mémoires de Boghdadi, Nasser décrivit l'armée égyptienne comme « brisée » alors qu'il voyait les matériels militaires détruits<sup>120</sup>. Lorsque les forces britanniques et françaises débarquèrent à Port-Saïd le 5 novembre, la milice locale opposa une forte résistance<sup>118, 121</sup>. Le commandant égyptien de la ville était prêt à demander les conditions d'un cessez-le-feu mais Nasser rejeta cette idée. Les Britanniques et les Français avaient sécurisé la plus grande partie de la ville le 7 novembre<sup>121</sup> et entre 750 et 1 000 Égyptiens avaient été tués lors des combats<sup>117</sup>. Le président américain Dwight D. Eisenhower condamna l'invasion et défendit une résolution visant à ordonner le repli des coalisés et le déploiement d'une Force d'urgence des Nations unies dans le Sinaï<sup>122</sup>. Nasser fit l'éloge d'Eisenhower et déclara qu'il avait joué « le rôle le plus décisif » dans l'arrêt de la « conspiration tripartite<sup>123</sup> ». Les forces britanniques et françaises se replièrent complètement du territoire égyptien à la fin du mois de décembre<sup>122</sup> tandis qu'Israël fit de même en mars 1957 après avoir libéré tous les prisonniers de guerre<sup>117, 124</sup>. À la suite de la crise du canal de Suez, Nasser imposa des exigences rigoureuses pour le droit de résidence et de citoyenneté qui affectèrent essentiellement les juifs, à la fois égyptiens ou étrangers, et les ressortissants français et britanniques qui furent par milliers contraints de quitter le pays<sup>125</sup>.

Le canal fut rouvert le 8 avril 1957<sup>126</sup> et la position politique de Nasser fut considérablement améliorée par ce qui était largement considéré comme l'échec d'une invasion étrangère visant à le renverser. Selon l'historien Nutting, la crise « établit complètement et définitivement Nasser » en tant que *rayyes* (président) de l'Égypte<sup>102</sup>.

## Panarabisme et socialisme



Signature du pacte de défense régional par (de gauche à droite) : le Premier ministre Sulayman al-Nabulsi (en) de Jordanie, le roi Hussein de Jordanie, le roi Saoud d'Arabie saoudite, Nasser et le Premier ministre Sabri al Assali de Syrie.

En 1957, le panarabisme était devenu l'idéologie dominante dans le monde arabe et de nombreux habitants de la région considéraient Nasser comme son représentant incontesté<sup>127</sup>. L'historien Adeed Dawisha attribue le statut de Nasser à son « charisme renforcé par la perception de sa victoire lors de la crise du canal de Suez<sup>127</sup> ». La station de radio Voix des Arabes basée au Caire propageait les idées de Nasser d'une union des pays arabophones et l'historien Eugene Rogan écrit que « Nasser conquiert le monde arabe par la radio<sup>128</sup> ». Il disposait également du soutien d'organisations nationalistes arabes à la fois civiles et paramilitaires dans toute la région. Les partisans du nasserisme étaient nombreux et bien financés mais manquaient d'organisation et d'une structure permanente<sup>129</sup>.

En janvier 1957, le Premier ministre jordanien et partisan de Nasser<sup>130</sup>, Sulayman al-Nabulsi (en), fit entrer la Jordanie dans une alliance militaire avec l'Égypte, la Syrie et l'Arabie saoudite<sup>131</sup>. Les relations entre Nasser et le roi Hussein de Jordanie se détériorèrent en avril quand ce dernier l'accusa d'avoir planifié deux tentatives de coup d'État contre lui<sup>132, 133</sup>. L'implication égyptienne ne fut jamais prouvée<sup>134, 135</sup> mais le gouvernement d'al-Nabulsi fut limogé<sup>132, 133</sup>. Sur la Voix des Arabes, le président égyptien accusa Hussein d'être un « suppôt des impérialistes<sup>136</sup> ». De son côté, le roi Saoud d'Arabie saoudite s'inquiétait de la popularité croissante de Nasser dans son pays et de la menace qu'elle pourrait poser à la famille royale<sup>132</sup>. Malgré une opposition grandissante des gouvernements jordanien, saoudien, irakien et libanais, le prestige de Nasser resta intact en Égypte et dans les autres pays arabes

Également en janvier, les États-Unis adoptèrent la doctrine Eisenhower visant à empêcher l'expansion du communisme au Moyen-Orient en fournissant un soutien financier et militaire aux pays de la région<sup>137</sup>. Même si Nasser était opposé au communisme dans la région, sa défense du panarabisme était vue comme une menace par les régimes voisins pro-occidentaux<sup>137, 138</sup>. Eisenhower tenta d'isoler Nasser et de réduire son influence en faisant de l'Arabie saoudite un contrepoids à l'Égypte<sup>137, 138</sup>. À la fin de l'année 1957, Nasser avait nationalisé les derniers intérêts français et britanniques en Égypte<sup>139</sup>. Lorsque ses incitations fiscales visant à attirer les investissements étrangers ne rencontrèrent pas le succès escompté, il nationalisa de nouvelles industries pour les intégrer dans son organisation de développement économique<sup>139</sup>. Le contrôle gouvernemental n'était pas total et deux tiers de l'économie restaient dans les mains d'acteurs privés<sup>139</sup>. Les actions de Nasser permirent un accroissement de la production agricole et une accélération de l'industrialisation<sup>139</sup>. Il décida également d'accorder la construction du barrage d'Assouan à l'Union soviétique après le retrait des offres occidentales<sup>139</sup>.

## République arabe unie

Malgré la popularité de Nasser auprès des peuples arabes, le seul allié régional de l'Égypte en 1957 était la Syrie<sup>140</sup>. En septembre, l'armée turque se déploya le long de la frontière syrienne et des rumeurs avançaient que les pays du pacte de Bagdad allaient renverser le gouvernement socialiste de Syrie<sup>140</sup>. Nasser envoya des troupes dans le pays pour démontrer symboliquement sa solidarité et cela accrut encore plus son prestige dans le monde arabe et en particulier auprès des Syriens<sup>140</sup>.



Actualités en anglais sur la nationalisation du canal de Suez et les réactions en Égypte et à l'étranger.

Alors que la situation politique se détériorait en Syrie, des délégations furent envoyées auprès de Nasser pour demander une union immédiate avec l'Égypte<sup>141</sup>. Nasser commença par rejeter la proposition en avançant l'incompatibilité des systèmes politiques et économiques, l'absence de frontière commune, le passif interventionniste de l'armée syrienne dans les affaires politiques et les profondes divisions politiques de la Syrie<sup>141</sup>. En janvier 1958, une seconde délégation parvint à convaincre Nasser de l'imminence d'un coup d'État communiste et de la possibilité d'une guerre civile<sup>142</sup>. Nasser approuva alors l'idée d'union à condition qu'elle soit politiquement totale avec lui à la tête du nouveau pays, ce que les délégués et le président syrien Choukri al-Kuwatli acceptèrent<sup>143</sup>. Le 1<sup>er</sup> février 1958, la république arabe unie (RAU) fut proclamée et, selon l'historien Dawisha, la réaction du monde arabe fut une « stupéfaction qui se transforma rapidement en une euphorie incontrôlable<sup>144</sup> ». Nasser ordonna la répression des communistes syriens et beaucoup furent limogés de leurs fonctions officielles<sup>145,146</sup>.



Signature du pacte créant la république arabe unie par Nasser et le président syrien Choukri al-Kuwatli.



Nasser avec le prince Muhammad al-Badr du Yémen du Nord et Choukri al-Kuwatli en février 1958 à l'occasion de la création des États arabes unis.

Le 24 février, Nasser réalisa une visite surprise à Damas pour célébrer l'union et fut accueilli par des centaines de milliers de personnes<sup>147</sup>. Le prince Muhammad al-Badr du Yémen du Nord se rendit à Damas pour proposer l'intégration de son pays à l'union. Nasser accepta l'idée d'établir une union fédérale appelée États arabes unis avec le Yémen au lieu d'une intégration totale<sup>148</sup>. Alors que Nasser était en Syrie, le roi Saoud envisagea de l'assassiner lors du vol de retour en Égypte<sup>149</sup>. Le 4 mars, Nasser s'adressa à la foule à Damas et lui montra un document saoudien demandant à Abdel Hamid al-Sarraj (en), le chef de la sécurité syrienne et un de ses partisans, d'abattre son avion<sup>150</sup>. À la suite de l'incident, le roi Saoud fut contraint par la famille royale de céder une grande partie de ses pouvoirs à son frère Fayçal<sup>151</sup>.

Un jour après avoir annoncé la tentative d'attentat, Nasser rédigea une nouvelle Constitution provisoire prévoyant une assemblée nationale de 600 membres (400 d'Égypte et 200 de Syrie) et la dissolution de tous les partis politiques y compris le parti Baas<sup>151</sup>. Il nomma deux vice-présidents pour chacun des deux territoires : Abdel Latif Boghdadi et Abdel Hakim Amer en Égypte et Sabri al-Asali et Akram Hourani en Syrie<sup>151</sup>. Nasser se rendit ensuite à Moscou pour rencontrer Nikita Khrouchtchev. Lors de la réunion, le chef soviétique demanda la fin de la répression du parti communiste mais Nasser refusa en indiquant qu'il

s'agissait d'une affaire intérieure. Les deux responsables ne souhaitaient pas une rupture entre leurs deux pays et la question fut mise de côté<sup>152</sup>.

## Influence sur le monde arabe

Au Liban, des affrontements entre des factions pro-Nasser et les partisans de l'un de ses principaux opposants, le président Camille Chamoun, culminèrent lors de la crise de mai 1958<sup>154</sup>. Les premiers cherchaient à rejoindre la RAU tandis que les seconds voulaient maintenir l'indépendance du Liban<sup>154</sup>. Par l'intermédiaire de Sarraj, Nasser fournit un soutien financier et matériel à ses partisans libanais<sup>155</sup> mais cela ne fut pas l'intervention à grande échelle que Chamoun rapporta<sup>156,157</sup>. Nasser ne cherchait pas à contrôler le Liban et voulait simplement empêcher Chamoun d'obtenir un second mandat<sup>157</sup>.

La sainte marche que la nation arabe réclame nous mènera de victoires en victoires... l'étendard de la liberté qui flotte aujourd'hui sur Bagdad flottera sur Amman et Riyad. Oui, l'étendard de la liberté qui flotte sur Le Caire, Damas et Bagdad flottera sur le reste du Moyen-Orient...

Discours de Gamal Abdel Nasser à Damas<sup>153</sup>.



Nasser (à droite) et le président libanais Fouad Chéhab à la frontière entre la Syrie et le Liban durant des discussions sur la crise de mai 1958. Akram Hourani est le troisième à la gauche de Nasser et Abdel Hamid al-Sarraj (en) se trouve à droite de Chéhab, mars 1959.

Le 14 juillet, les officiers Abdul Karim Qasim et Abdel Salam Aref de l'armée irakienne renversèrent la monarchie et le lendemain, le Premier ministre et l'un des principaux opposants de Nasser, Nouri Saïd, fut tué<sup>158</sup>. Nasser reconnut le nouveau gouvernement et déclara que « toute attaque contre l'Irak était équivalente à une attaque contre la RAU<sup>159</sup> ». Le 15 juillet, les marines américains débarquèrent au Liban et des forces spéciales britanniques furent déployées en Jordanie à la demande de leurs gouvernements respectifs pour empêcher la prise de contrôle par des forces pro-Nasser. Nasser considérait que la révolution irakienne ouvrait la voie à l'unification des nations arabes<sup>159</sup>. Le 19 juillet, Nasser déclara pour la première fois qu'il envisageait la création d'une union arabe même s'il n'avait pas de plans pour intégrer l'Irak à la RAU<sup>153</sup>. Même si la plupart des membres du conseil révolutionnaire irakien (en) désiraient une union avec la RAU<sup>160</sup>, Qasim cherchait à garantir l'indépendance irakienne et s'inquiétait de la popularité de Nasser dans le pays<sup>154</sup>.

À l'automne 1958, Nasser forma un comité tripartite composé de Zakaria Mohieddin, d'Akram Hourani et de Salah Bitar pour superviser les développements en Syrie<sup>161</sup>. En amenant ces deux derniers, qui étaient des membres du Parti Baas, au Caire, il neutralisa d'importantes figures politiques qui avaient leurs propres idées sur la manière de gérer la Syrie<sup>161</sup>. Il plaça cette dernière sous le contrôle de Sarraj qui mit en place un État policier en emprisonnant et en exilant les propriétaires terriens qui s'opposaient aux réformes agricoles<sup>161</sup>. À la suite de l'élection du président libanais Fouad Chéhab en septembre 1958, les relations entre le Liban et la RAU s'améliorèrent considérablement<sup>162</sup>. Le 29 mars 1959, Chéhab et Nasser se rencontrèrent sur la frontière entre le Liban et la Syrie pour mettre fin à la crise libanaise<sup>162</sup>.

En mars 1959, les forces de Kasim écrasèrent un soulèvement organisé à Mossoul par des partisans de Nasser<sup>163</sup>. Le président égyptien envisagea d'envoyer des troupes pour soutenir l'insurrection avant d'y renoncer<sup>164</sup>. Nasser poursuivit la répression des communistes égyptiens en raison du soutien clé que les communistes irakiens fournissaient à Kasim. Plusieurs membres influents du parti communiste furent arrêtés dont l'ancien allié de Nasser, Khaled Mohieddin, qui avait été autorisé à revenir en Égypte en 1956<sup>165</sup>. En décembre, la situation politique en Syrie s'était détériorée et Nasser répondit en nommant Amer au poste de gouverneur-général aux côtés de Sarraj. Les chefs syriens s'opposèrent à cette décision et beaucoup démissionnèrent de leurs fonctions officielles. Nasser rencontra plus tard les chefs de l'opposition et lors d'un échange houleux déclara qu'il était le président « élu » de la RAU et que ceux qui n'acceptaient pas son autorité pouvaient « s'en aller<sup>161</sup> ».



Nasser salue la foule à Damas en octobre 1960.

## Effondrement de la RAU

L'opposition à la République arabe unie s'accrut en Syrie<sup>100</sup> en particulier au sein des élites économiques, politiques et militaires<sup>107</sup>. En réponse à la détérioration de l'économie syrienne, que Nasser attribua à son contrôle par la bourgeoisie, il décida en juillet de nationaliser de larges secteurs économiques<sup>168</sup>. Il limogea également Sarraj en septembre pour juguler la crise politique grandissante. L'historien Aburish indique que Nasser n'était pas entièrement capable de gérer les problèmes syriens car ils lui « étaient étrangers<sup>169</sup> ». En Égypte, la situation économique était plus stable avec une croissance du PIB de 4,5 % et une rapide expansion de l'industrie<sup>169</sup>. En 1960, Nasser nationalisa la presse, qui était déjà favorable à son gouvernement, pour orienter l'attention du public vers les questions socioéconomiques du pays et galvaniser le soutien du peuple pour ses réformes socialistes<sup>77</sup>.

Le 28 septembre 1961, des unités sécessionnistes de l'armée organisèrent un coup d'État à Damas et proclamèrent l'indépendance de la Syrie<sup>170</sup>. En réponse, des unités pro-union du Nord de la Syrie se mutinèrent et des protestations pro-Nasser éclatèrent dans les principales villes syriennes<sup>167</sup>. Nasser déploya des forces spéciales à Lattaquié pour renforcer ses partisans mais il les retira deux jours plus tard en citant son refus d'autoriser des combats entre Arabes<sup>171</sup>. S'adressant au sujet de la dissolution de la RAU le 5 octobre<sup>172</sup>, Nasser en assuma personnellement la responsabilité<sup>171</sup> et déclara que l'Égypte reconnaîtra un gouvernement syrien élu<sup>172</sup>. Il accusa en privé les interférences de gouvernements arabes hostiles<sup>171</sup>. Selon Heikal, Nasser fit une crise de nerfs et sa santé commença à se détériorer après l'effondrement de l'union<sup>171</sup>. Il se mit également à fumer de plus en plus<sup>171</sup>.

En octobre 1961, Nasser se lança dans un important programme de nationalisation en considérant que l'adoption totale du socialisme était la réponse aux problèmes du pays et qu'elle aurait permis d'éviter la sécession de la Syrie. L'Union nationale fut renommée Union socialiste arabe<sup>173</sup> et ces mesures permirent au gouvernement égyptien de contrôler 51 % de l'économie du pays en 1962<sup>174</sup>. Ces mesures économiques furent accompagnées par une plus grande répression qui se traduisit par l'emprisonnement de milliers d'islamistes, dont des dizaines d'officiers<sup>175</sup>.

## Renouveau au niveau régional

La position régionale de Nasser changea soudainement lorsque des officiers yéménites menés par Abdullah al-Sallal (en), un partisan de Nasser, renversèrent le roi Muhammad al-Badr du Yémen du Nord le 27 septembre 1962<sup>176</sup>. Al-Badr et ses partisans commencèrent à recevoir le soutien de l'Arabie saoudite pour restaurer la monarchie tandis qu'Abdullah al-Sallal accepta l'aide de Nasser pour consolider son nouveau gouvernement<sup>177</sup>. L'Égypte fut donc impliquée dans une guerre par procuration contre l'Arabie saoudite lors de la guerre civile yéménite jusqu'au retrait de ses forces en 1967<sup>177</sup>. La plupart des anciens collègues de Nasser remirent en cause la sagesse de poursuivre la guerre mais Amer assura le président égyptien que la victoire était proche<sup>178</sup>. Nasser indiqua en 1968 que l'intervention au Yémen avait été une « erreur de jugement<sup>177</sup> ».

Le 8 février 1963, un coup d'État (en) fut organisé en Irak par le parti Baas et les partisans de Nasser renversèrent Kasim qui fut ensuite exécuté. Le nassériste Abdel Salam Aref fut désigné président<sup>179</sup>. Un coup d'État similaire renversa le gouvernement syrien le 8 mars<sup>180</sup>. Les nouvelles autorités syrienne et irakienne envoyèrent des délégations en Égypte pour défendre une nouvelle union arabe le 14 mars<sup>181</sup>. Lors d'une réunion, Nasser écrivit les baasistes qui « facilitèrent la sécession de la Syrie de la RAU<sup>182</sup> » et affirma qu'il était le « chef des Arabes<sup>181</sup> ». Un accord provisoire prévoyant la création d'un État fédéral<sup>181</sup> fut signé le 17 avril avec une entrée en vigueur en mai 1965<sup>183</sup>. L'union fut néanmoins annulée du fait des purges syriennes contre les partisans de Nasser au sein de l'armée. Le colonel nassériste Jassem Alwan organisa un coup d'État pour essayer de reprendre le contrôle de la Syrie mais il échoua et Nasser qualifia les baasistes de « fascistes<sup>184</sup> ».

L'Égypte procura en octobre 1963 une couverture aérienne à l'Algérie, qui, indépendante depuis peu, ne disposait d'aucun avion militaire et devait contenir une attaque de la monarchie marocaine<sup>185</sup>.



Nasser et le président yéménite Abdullah al-Sallal (en) (en train de saluer) à Sanaa en avril 1964.

En janvier 1964, Nasser organisa un sommet de la Ligue arabe au Caire pour rédiger une réponse commune aux plans israéliens visant à détourner le cours du Jourdain, ce que la Syrie et la Jordanie considéraient comme un acte de guerre<sup>186</sup>. Nasser accusa les divisions des Arabes pour ce qu'il qualifia de « situation désastreuse<sup>187</sup> ». Il découragea les actions des guérillas syrienne et palestinienne contre Israël en indiquant qu'il n'était pas prêt à une guerre<sup>187</sup>. Durant le sommet, Nasser développa des relations cordiales avec le roi Hussein et des liens furent rétablis avec les dirigeants de l'Arabie saoudite, de la Syrie et du Maroc<sup>186</sup>. En mai, Nasser accepta formellement de partager son autorité sur la question palestinienne<sup>187</sup> en initiant la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)<sup>187,188</sup>. En pratique, Nasser utilisa l'OLP pour contrôler les unités paramilitaires palestiniennes<sup>188</sup> et son premier président, Ahmed Choukairy, était le candidat personnel de Nasser<sup>187</sup>.

Après des années de coordination en politique internationale, Nasser, le président yougoslave Tito et le président indien Nehru fondèrent le mouvement des non-alignés en 1961<sup>189</sup>. Son objectif avancé était d'assurer la neutralité du tiers-monde, de renforcer la coopération entre les pays en voie de développement et d'accompagner la fin de la colonisation<sup>190</sup>. En 1964, Nasser fut élu président de

l'organisation et la seconde conférence du mouvement fut organisée au Caire<sup>191</sup>. Il fut également fait héros de l'Union soviétique la même année<sup>192</sup>.

Nasser fut l'une des figures clés du renforcement de la solidarité africaine à la fin des années 1950 et au début des années 1960 même si son autorité continentale passa progressivement à l'Algérie après 1962<sup>193</sup>. Durant cette période, Nasser fit de l'Égypte un refuge pour les chefs des mouvements indépendantistes africains et autorisa la diffusion de propagande anti-coloniale depuis Le Caire<sup>193</sup>. À partir de 1958, Nasser joua un rôle décisif dans les discussions qui menèrent à la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963<sup>193</sup>.

## Modernisation et tensions internes

En 1961, Nasser chercha à établir fermement la domination de l'Égypte sur le monde arabe et à promouvoir une seconde révolution pour fusionner les idéologies socialistes et islamiques et satisfaire les désirs de la population<sup>194</sup>. À cette fin, il initia plusieurs réformes pour moderniser l'université al-Azhar qui était *de facto* l'autorité principale de l'islam sunnite et renforcer sa domination sur les Frères musulmans et le wahhabisme plus rigoureux défendu par l'Arabie saoudite<sup>194</sup>. Nasser avait utilisé les *oulémas* (universitaires) les plus favorables pour faire contrepoids à l'influence des Frères musulmans dès 1953<sup>59</sup>. Nasser poussa l'université à modifier ses programmes qui servaient de



Nasser (au centre) reçoit le président algérien Ahmed Ben Bella (à droite) et le président irakien Abdel Salam Aref (à gauche) pour le sommet de la Ligue arabe à Alexandrie en septembre 1964.



Prière du Vendredi à la mosquée Al-Azhar en janvier 1966. De gauche à droite : le président de l'Assemblée nationale Anouar el-Sadate, le grand imam Hassan Mamoun, Nasser, le vice-président Hussein el-Shafei (en) et le ministre de l'Intérieur Zakaria Mohieddin.

modèle au reste du système éducatif égyptien ; cela permit l'ouverture d'écoles mixtes et l'introduction de l'enseignement de l'évolution dans les cursus scolaires. Des réformes furent également menées pour fusionner les tribunaux religieux et civils<sup>194</sup>. Il contraignit aussi l'université à émettre une fatwa pour mieux intégrer les Chiïtes, les Alaouites et les Druzes au sein de la société car ils avaient pendant plusieurs siècles été considérés comme des hérétiques<sup>194</sup>.

À la suite de la sécession syrienne, Nasser s'inquiéta de plus en plus de l'incapacité d'Amer à moderniser l'armée d'autant plus qu'il avait créé un véritable État dans l'État avec ses propres services de renseignement<sup>195,196</sup>. À la fin de l'année 1961, Nasser créa un conseil présidentiel et lui accorda l'autorité pour approuver les nominations au sein de l'état-major, une responsabilité auparavant dévolue à Amer<sup>197,198</sup>. Il exigea également que le principal critère pour les promotions soit le mérite et non les relations personnelles<sup>197</sup>. Nasser fut néanmoins contraint d'abandonner ces réformes après que les officiers favorables à Amer eurent menacé de se mutiner<sup>198</sup>. Au début de l'année 1962, Nasser tenta à nouveau de reprendre le contrôle de l'appareil militaire<sup>198</sup>. Amer répondit en affrontant directement Nasser pour la première fois et en ralliant secrètement les officiers qui lui étaient loyaux<sup>197,199</sup>. À nouveau, Nasser recula pour éviter une possible confrontation entre les autorités civiles et militaires<sup>200</sup>. Selon Boghdadi, la tension provoquée par l'effondrement de la RAU et l'autonomie grandissante d'Amer obligea Nasser, qui souffrait déjà de diabète, à prendre des analgésiques jusqu'à la fin de sa vie<sup>201</sup>.

Pour organiser et solidifier sa base populaire et contrer l'influence de l'armée, Nasser introduisit une nouvelle Constitution en 1963<sup>202</sup>. Il présenta également des réformes pour créer un système d'assurance maladie, de logements sociaux et de formation professionnelle, élargir le canal de Suez, renforcer les droits des femmes et mettre en place une planification familiale<sup>195</sup>. Il tenta aussi de maintenir le contrôle sur la fonction publique du pays pour éviter qu'elle ne devienne hypertrophiée et qu'elle ne soit un fardeau pour l'économie<sup>195</sup>. De nouvelles lois instaurèrent un salaire minimum, la gratuité de l'éducation et une réduction du temps de travail. Des réformes agraires furent lancées pour accroître la production agricole et réduire la pauvreté rurale<sup>203</sup>. Le 15 mars 1965, Nasser fut réélu président avec 100 % des voix et la même année, le principal idéologue des Frères musulmans, Saïd Qotb, fut emprisonné<sup>204</sup>. Ce dernier fut reconnu coupable d'avoir planifié l'assassinat de Nasser et il fut exécuté en 1966<sup>204</sup>. À partir de 1966, alors que l'économie égyptienne commençait à montrer des signes de faiblesse et que la dette devenait un poids de plus en plus lourd, Nasser décida de relâcher le contrôle étatique sur le secteur privé, de faciliter les prêts bancaires et d'encourager les exportations<sup>205</sup>. Il fut victime d'une crise cardiaque durant l'année<sup>206</sup>.



Nasser prête serment pour un second mandat de président le 25 mars 1965.

## Guerre des Six Jours



Nasser (au centre), le roi Hussein de Jordanie (à gauche) et Amer (à droite) au quartier général égyptien avant la signature d'un pacte de d'assistance mutuelle le 30 mai 1967.

Au début de l'année 1967, l'Union soviétique avertit Nasser de l'imminence d'une attaque israélienne contre la Syrie<sup>207,208</sup>. Amer utilisa ces avertissements comme prétexte pour déployer le 14 mai des troupes dans le Sinaï et exiger le retrait des forces des Nations unies sans demander l'autorisation de Nasser<sup>208,209</sup>. Le même jour, Nasser prit connaissance d'un message du roi Hussein de Jordanie dont les sources à Washington indiquaient que les États-Unis et Israël conspiraient pour attirer l'Égypte dans un conflit<sup>210</sup>. Le message avait initialement été reçu par Amer le 2 mai mais Nasser n'en fut informé que le 14 mai après le déploiement des forces dans le Sinaï<sup>210,211</sup>. Même si les relations entre Nasser et Hussein étaient tendues<sup>212</sup>, ce dernier craignait qu'une guerre n'entraînaît l'occupation israélienne de la Cisjordanie<sup>210</sup>. Le 15 mai, Nasser tenta d'apaiser les tensions en demandant aux Nations unies de limiter le retrait de ses forces au Nord-Sinaï mais cela fut refusé<sup>210</sup>. Malgré les avertissements, Nasser continuait de croire que les États-Unis empêcheraient Israël de passer à l'action<sup>213</sup>. De son côté, il assura aux États-Unis et à l'Union soviétique que l'Égypte n'agirait que défensivement<sup>213</sup>.

Sans l'autorisation de Nasser, Amer ordonna le 21 mai le blocus du détroit de Tiran, ce qui pouvait offrir un *casus belli* à Israël<sup>210</sup>. Amer lui affirma que l'armée était prête au combat<sup>214,215</sup> mais Nasser doutait de son évaluation<sup>214</sup>. Amer anticipait une attaque israélienne imminente et défendait une attaque préventive<sup>216,217</sup> mais Nasser écarta l'idée<sup>217,218</sup> car il considérait que l'armée de l'air égyptienne manquait de pilotes et que les officiers désignés par Amer n'étaient pas compétents<sup>218</sup>. Nasser estimait néanmoins que si Israël attaquait, la supériorité numérique égyptienne en hommes et en matériel pourrait

stopper les forces israéliennes pendant au moins deux semaines le temps que la diplomatie puisse obtenir un cessez-le-feu<sup>219</sup>. À la fin du mois de mai, Nasser commença à juger que la guerre était inévitable et il adopta une posture plus martiale sous la pression de la rue et des autres gouvernements arabes<sup>219,206</sup>. Le 30 mai, le roi Hussein engagea la Jordanie aux côtés de l'Égypte et de la Syrie au sein d'une alliance arabe<sup>220</sup>.

Le matin du 5 juin, l'armée de l'air israélienne lança une attaque surprise et détruisit la majeure partie de l'aviation arabe. Avant la fin de la journée, les unités blindées israéliennes avaient percé les défenses égyptiennes et s'étaient emparées de la ville d'El-Arich<sup>221</sup>. Le lendemain, Amer ordonna le retrait immédiat des forces égyptiennes du Sinaï<sup>222</sup>. Selon Sadate, ce n'est que lorsque les Israéliens encerclèrent la garnison de Charm el-Cheikh que Nasser prit conscience de la gravité de la situation<sup>221</sup>. Après avoir appris l'attaque, il se rua au quartier général pour s'informer de la situation militaire<sup>223</sup>. Les tensions latentes entre Nasser et Amer éclatèrent au grand jour et les officiers présents rapportèrent qu'ils se livrèrent à une « joute verbale ininterrompue<sup>223</sup> ». Le comité exécutif suprême créé par Nasser pour évaluer la conduite de la guerre attribua les défaites égyptiennes à la rivalité entre les deux hommes et à l'incompétence d'Amer<sup>221</sup>.

Israël s'empara rapidement du Sinaï et de la bande de Gaza contrôlée par l'Égypte, de la Cisjordanie occupée par la Jordanie et du Golan appartenant à la Syrie mais la propagande continua d'annoncer l'imminence de la victoire arabe pendant quatre jours<sup>224</sup>. Le 9 juin, Nasser apparut à la télévision pour informer ses concitoyens de la défaite de leur pays<sup>224,225</sup>. Il annonça sa démission plus tard dans la journée et céda tous ses pouvoirs au vice-président Zakaria Mohieddin qui n'avait pas été informé de cette décision et refusa la fonction<sup>225</sup>. Des centaines de milliers de partisans se rassemblèrent dans les rues de l'Égypte et de tout le monde arabe pour manifester leur soutien et refuser sa démission<sup>226</sup>. Nasser revint sur sa décision le lendemain<sup>227</sup>. Le 11 juillet, Nasser remplaça Amer par Mohamed Fawzi à la tête des forces armées<sup>228,229</sup>. En protestation, 600 loyalistes d'Amer marchèrent sur le quartier général pour exiger l'annulation de son renvoi<sup>230</sup>. Lorsque Nasser limogea 30 officiers<sup>230</sup>, Amer et ses partisans préparèrent un coup d'État pour le 27 août<sup>231</sup>. Nasser fut informé de leurs activités et après plusieurs invitations, convainquit Amer de le rencontrer le 24 août<sup>231</sup>. Ce dernier fut arrêté et il se suicida le 14 septembre<sup>231</sup>. Malgré la

dégradation de ses relations avec Amer, Nasser évoqua la perte « de la personne la plus proche de [lui] »<sup>232</sup>. Par la suite, Nasser entama un processus de dépolitisation des forces armées et arrêta des dizaines de partisans d'Amer<sup>233</sup>.

Durant le sommet de la Ligue arabe à Khartoum en août 1967, la position habituellement dominante de Nasser avait été affaiblie et les chefs d'États se tournèrent vers le roi Fayçal d'Arabie saoudite pour présider la conférence. Un cessez-le-feu fut signé au Yémen et la réunion se conclut par la résolution de Khartoum<sup>234</sup>. L'Union soviétique remplaça la moitié de l'arsenal égyptien détruit et rompit ses relations diplomatiques avec Israël. Nasser mit fin à ses relations avec les États-Unis après la guerre et, selon Aburish, arrêta sa politique de « jouer les superpuissances l'une contre l'autre »<sup>235</sup>. En novembre, Nasser accepta la résolution 242 des Nations-unies qui demandait à Israël de se retirer des territoires conquis durant le conflit. Ses partisans affirmèrent que la décision de Nasser était destinée à gagner le temps nécessaire pour préparer une nouvelle confrontation avec Israël tandis que ses détracteurs avancèrent que son acceptation de la résolution montrait sa perte d'intérêt pour la cause palestinienne<sup>236</sup>.

## Dernières années



Nasser observe le canal de Suez durant la guerre d'usure en 1968. Le général Mohamed Fawzi se trouve directement derrière Nasser et le chef d'état-major Abdul Munim Riad est à leur droite.

Nasser s'attribua les fonctions de Premier ministre et de commandant suprême des forces armées le 19 juin 1967<sup>237</sup>. À la fin du mois de février 1968, des ouvriers et des étudiants lancèrent des manifestations contre la supposée clémence envers les responsables de l'armée de l'air accusés de négligence durant la guerre des Six Jours<sup>238, 239</sup>. Nasser répondit à ces protestations, les plus importantes contre son pouvoir depuis mars 1954, en limogeant la plupart des militaires de son gouvernement et en nommant des civils à la tête de l'Union socialiste arabe<sup>240, 241</sup>. Le 3 mars, les services de renseignements furent réorientés vers l'extérieur et Nasser proclama la « chute de l'État mukhabarat »<sup>241</sup>.

Le 30 mars, il publia un manifeste annonçant la restauration des libertés civiles, une plus grande indépendance du parlement vis-à-vis du pouvoir exécutif<sup>239</sup>, une réforme structurelle de l'Union socialiste arabe et une campagne pour éradiquer la corruption<sup>240</sup>. Les Égyptiens approuvèrent les mesures proposées lors d'un référendum en mai et des élections furent organisées pour le comité exécutif suprême, l'organe le plus important de l'Union socialiste<sup>239</sup>. Les observateurs notèrent que la déclaration signalait un virage important vers une plus grande libéralisation et la fin de la répression politique mais beaucoup de ces promesses ne furent pas respectées<sup>240</sup>. Nasser nomma Anouar el-Sadate et Hussein el-Shafei à la vice-présidence en décembre 1969. À ce moment, les relations entre Nasser et ses anciens compagnons d'armes comme Khaled et Zakaria Mohieddin et son ancien vice-président Sabri s'étaient

détériorées<sup>242</sup>. Au milieu de l'année 1970, Nasser envisagea de remplacer Sadate par Boghadi après s'être réconcilié avec lui<sup>243</sup>.

En janvier 1968, Nasser initia la guerre d'usure pour reprendre les territoires occupés par Israël dans le Sinā en lançant des attaques sur les positions israéliennes sur la rive orientale du canal de Suez alors bloqué<sup>244</sup>. En mars, il fournit des armes et des financements au Fatah de Yasser Arafat après leur performance contre les troupes israéliennes lors de la bataille de Karameh<sup>245</sup>. Il lui conseilla également de réfléchir à une paix avec Israël et à la création d'un État palestinien comprenant la Cisjordanie et la bande de Gaza<sup>245</sup>. Nasser céda ainsi la gestion de la question palestinienne à Arafat<sup>236</sup>. Israël riposta aux attaques égyptiennes en bombardant les villes égyptiennes sur la rive occidentale du canal de Suez et de nombreux Égyptiens quittèrent la zone<sup>246, 247, 248</sup>. Nasser ordonna la fin des opérations militaires et entama la construction d'un réseau de défenses tout en recevant des financements de la part de nombreux pays arabes<sup>248</sup> ; les combats reprirent néanmoins en mars 1969<sup>248</sup>. En novembre, Nasser supervisa la signature des accords du Caire entre l'OLP et l'armée libanaise pour mettre fin aux affrontements entre les deux groupes et pour légaliser la présence des *fedayins* palestiniens dans le Sud-Liban<sup>249</sup>.



Nasser négocie un cessez-le-feu entre Yasser Arafat (à gauche) et le roi Hussein de Jordanie (à droite) durant un sommet extraordinaire de la Ligue arabe le 27 septembre 1970, la veille de sa mort.

En juin 1970, Nasser accepta le plan Rogers soutenu par les États-Unis qui demandait la fin des hostilités et le retrait israélien du territoire égyptien ; le plan fut cependant rejeté par Israël, l'OLP et les pays arabes à l'exception de la Jordanie<sup>243</sup>. Nasser y était initialement opposé mais il l'approuva sous la pression de l'URSS qui craignait qu'un conflit régional ne l'entraînât dans une guerre avec les États-Unis<sup>250, 251</sup>. Il considéra également qu'un cessez-le-feu pourrait être une étape vers l'objectif stratégique qui était la reprise du canal de Suez<sup>252</sup>. À la suite de l'acceptation de Nasser, Israël concéda un cessez-le-feu et Nasser exploita l'accalmie pour déployer des missiles sol-air dans la zone du canal<sup>250, 251</sup>.

Dans le même temps, les relations en Jordanie entre une OLP de plus en plus autonome et le gouvernement du roi Hussein se détériorèrent<sup>253</sup> et à la suite des détournements de Dawson's Field, une campagne militaire fut lancée pour chasser les forces de l'OLP. Les combats faillirent dégénérer en guerre régionale et Nasser organisa en urgence un sommet de la Ligue arabe le 27 septembre pour obtenir un cessez-le-feu<sup>254, 255</sup>.

## Mort et funérailles

Quelques heures après avoir raccompagné le dernier chef arabe à quitter le sommet le 28 septembre 1970, Nasser fut victime d'une crise cardiaque. Immédiatement transporté à sa résidence pour être soigné, il mourut peu après vers 18 h<sup>256</sup>. Heikal, Sadate et l'épouse de Nasser, Tahia, se trouvaient à son chevet<sup>254</sup>. Selon son médecin, al-Sawi Habibi, une artériosclérose, des varices et les complications de son diabète sont les causes les plus probables de sa mort. Nasser était un gros fumeur et deux de ses frères moururent également d'une crise cardiaque à peu près au même âge<sup>257</sup>.

L'état de santé de Nasser n'avait pas été révélé au public<sup>257, 258</sup> et sa mort fut donc un choc pour l'Égypte et tout le monde arabe<sup>254</sup>. Près de cinq millions de personnes participèrent à la procession funèbre au Caire le 1<sup>er</sup> octobre<sup>259, 260</sup>. Le trajet de 10 km jusqu'au lieu d'inhumation commença à l'ancien quartier général du RCC avec un survol de MiG-21. Son cercueil, enroulé dans le drapeau égyptien, fut placé sur un affût de canon tiré par six chevaux<sup>260</sup>. Tous les chefs d'État arabes, à l'exception du roi Fayçal d'Arabie saoudite, assistèrent aux funérailles<sup>261</sup>. Le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafat pleurèrent ouvertement durant la cérémonie et le président libyen Mouammar Kadhafi s'évanouit deux fois sous le coup de l'émotion<sup>259</sup>. Quelques dignitaires étrangers comme le président du Conseil des ministres de l'URSS Alexis Kossyguine et le Premier ministre français Jacques Chaban-Delmas furent également présents<sup>259</sup>.



Cinq millions de personnes participèrent au cortège funèbre de Nasser au Caire le 1<sup>er</sup> octobre 1970.

Presque immédiatement après le début de la procession, les spectateurs se ruèrent sur le cercueil en chantant « Il n'y a d'autre Dieu qu'Allah et Nasser est son bien-aimé... Chacun de nous est Nasser<sup>260</sup> ». La police tenta sans succès de calmer la foule et la plupart des dignitaires étrangers furent évacués<sup>260</sup>. Le cercueil fut placé dans la mosquée al-Nasr qui fut par la suite renommée mosquée Abdel-Nasser (en)<sup>260</sup>.

Du fait de sa capacité à mobiliser les passions nationalistes, l'historien Nutting rapporte que « les hommes, les femmes et les enfants pleuraient dans les rues » après avoir appris sa mort<sup>256</sup>. Tout le monde arabe fut en deuil et des millions de personnes descendirent dans les rues<sup>260</sup>. Plus d'une dizaine de personnes furent tuées à Beyrouth dans une bousculade et près de 75 000 personnes marchèrent dans la vieille ville de Jérusalem en chantant « Nasser ne mourra jamais<sup>260</sup> ». Sherif Hatata, un ancien prisonnier politique<sup>262</sup> puis membre de l'Union socialiste arabe<sup>263</sup>, déclara que « la plus grande réussite de Nasser fut ses funérailles. Le monde ne verra jamais plus cinq millions de personnes pleurer ensemble<sup>259</sup> ».



La mosquée Abdel Nasser du Caire où repose le corps de Nasser.

## Héritage



Nasser décerne un prix de littérature à Taha Hussein (portant des lunettes) en 1959.

Nasser fit passer l'Égypte d'un protectorat britannique à une puissance influente du tiers monde<sup>264</sup>. Il se concentra sur l'idée de justice sociale qu'il jugeait nécessaire à la mise en place d'une démocratie libérale<sup>265</sup>. Ses réformes permirent la mise en place d'un État-providence et à la fin de sa présidence, les conditions de vie s'étaient considérablement améliorées mais le pays était en pleine crise économique<sup>266</sup>, la pauvreté restait importante et une part considérable des dépenses était consacrée à l'armée<sup>265</sup>.

L'économie égyptienne profita de la réforme agraire, des efforts de modernisation comme le barrage d'Assouan ou les industries sidérurgiques d'Helwan et des programmes de nationalisation comme celui du canal de Suez<sup>264, 267</sup>. La croissance diminua néanmoins dans les années 1960 et resta faible jusqu'en 1970<sup>268</sup>. L'Égypte connut un âge d'or de la culture et elle devint la référence culturelle dans le monde arabe pour la télévision, le théâtre, la littérature et la musique<sup>267, 269</sup>.

Sous la présidence d'Hosni Moubarak, des partis politiques nasséristes commencèrent à apparaître en Égypte comme le parti nassériste arabe démocratique en 1992<sup>270, 271</sup>. Le mouvement avait peu d'influence<sup>272</sup> et les divisions internes entraînèrent son éclatement<sup>273</sup>. L'un des partis résultants, le Parti de la Dignité mené par

Hamdine Sabahi, arriva troisième à l'élection présidentielle de 2012<sup>274</sup>. Les activistes nasséristes furent parmi les fondateurs de *Kifaya*, l'un des principaux mouvements d'opposition à Moubarak<sup>275</sup>. Le 19 septembre 2012, quatre partis nasséristes fusionnèrent pour former le parti nassériste uni<sup>276</sup>.

## Image

Nasser était connu pour ses relations intimes avec les Égyptiens ordinaires<sup>277, 278</sup>. Entre 1953 et 1970, il donna 1 359 discours<sup>279</sup> et l'historien Elie Podedh écrivit que l'une des caractéristiques de l'image de Nasser était « sa capacité à représenter l'authenticité égyptienne, dans le triomphe ou la défaite<sup>277</sup> ». L'historien Tarek Osman écrivit :

« La limite dans le « phénomène » Nasser entre une véritable expression d'approbation populaire et la propagande d'État est parfois difficile à distinguer. Mais un fait historique est certain : Gamal Abdel Nasser signifie le seul projet de développement véritablement égyptien de l'histoire du pays depuis la fin des pharaons. Il y eut d'autres projets... mais celui-ci était différent dans ses origines, ses moyens et son impact. Car Nasser était un homme de l'Égypte qui a renversé la monarchie la plus raffinée et la plus établie du Moyen-Orient dans un coup d'État rapide et sans violences et qui, acclamé par des millions d'Égyptiens pauvres et opprimés, initia un programme de « justice sociale », de « progrès et de développement » et de « dignité »<sup>280</sup>. »



Nasser à Mansourah en 1960.

Si Nasser fut la cible des critiques intellectuelles de la guerre des Six Jours à sa mort, l'opinion publique lui resta entièrement favorable à la fois durant sa vie et après sa mort<sup>277</sup>. Le politologue Mahmoud Hamad écrivit en 2008 que « la nostalgie de Nasser est aujourd'hui largement partagée en Égypte et dans tous les pays arabes<sup>281</sup> ». Le malaise de la société égyptienne, en particulier sous la présidence Moubarak, accrut cette nostalgie pour Nasser qui devint de plus en plus associé aux idéaux d'espoir, de cohésion sociale et de vigueur culturelle<sup>269</sup>.

Nasser reste ainsi un symbole de l'unité arabe<sup>282, 283, 284</sup> dans tout le Moyen-Orient<sup>264, 285</sup>. Le magazine *Time* écrivit que, malgré ses erreurs, Nasser « inspira une fierté que [l'Égypte et les Arabes] n'avait pas connue en 400 ans. Rien que cela pourrait être suffisant pour contrebalancer ses défauts et ses échecs<sup>260</sup> ». L'historien Steven A. Cook écrivit en juillet 2013 que « l'âge d'or de Nasser représente encore pour beaucoup la dernière fois que l'Égypte s'est sentie unie sous un responsable dont les principes répondaient aux besoins des Égyptiens ordinaires<sup>286</sup> ». Durant le Printemps arabe qui entraîna le renversement de Moubarak, les manifestants arboraient des photographies de Nasser<sup>287, 288</sup>.



Nasser offre du travail à un sans-abri qui avait été trouvé endormi sous la tribune présidentielle, 1959.

## Critiques

Lors de son discours d'investiture le 7 octobre 1970, Sadate déclara son intention de « poursuivre l'œuvre de Nasser<sup>289</sup> » mais il commença à s'éloigner des idées nasséristes alors que sa position intérieure s'améliorait après la guerre du Kippour de 1973<sup>272, 289</sup>. Il mit ainsi en place une politique appelée *Infitah* (« ouverture ») visant à faciliter les investissements privés en Égypte<sup>290</sup>.

Les détracteurs égyptiens de Nasser le considèrent comme un dictateur qui empêcha le progrès démocratique, emprisonna des milliers d'opposants et mena une administration répressive coupable de multiples violations des droits de l'homme<sup>267</sup>. Les islamistes égyptiens, et en particulier les membres des Frères musulmans, furent particulièrement victimes de sa répression<sup>291</sup>. L'écrivain libéral Tawfiq al-Hakim décrivit Nasser comme un « sultan perdu » qui utilisait une rhétorique enflammée mais n'avait pas de véritable plan pour atteindre ses objectifs<sup>290</sup>.

Certains critiques libéraux et religieux avancèrent que la popularité de Nasser était le résultat de la manipulation des masses et de la démagogie<sup>292</sup>. Le politologue égyptien Alaa al-Din Desouki fit porter les échecs de la révolution de 1952 sur la concentration des pouvoirs entre les mains de Nasser<sup>293</sup>. De même le politologue américain Mark Cooper avança que le charisme de Nasser et sa relation directe avec le peuple « rendaient les intermédiaires (organisations et individus) inutiles<sup>294</sup> ». Selon lui, le pouvoir personnel de Nasser et l'absence d'institutions solides garantissaient l'instabilité du pays après sa mort<sup>294</sup>.

## Influence régionale

De par ses actions, ses discours et sa capacité à symboliser la volonté des Arabes, Nasser inspira plusieurs révolutions nationalistes dans le monde arabe<sup>280</sup> et défini les politiques de sa génération<sup>292</sup>. Aucun autre responsable arabe n'a depuis eu sa stature ou son impact et a été capable de reprendre sa position de dirigeant régional<sup>292</sup>. Il communiquait directement avec les masses arabes en contournant les chefs d'État<sup>292</sup> et les responsables nationalistes furent obligés de maintenir de bonnes relations avec lui pour obtenir le soutien de leurs propres concitoyens<sup>295</sup>.

À divers degrés<sup>25</sup>, le système de gouvernement étatique de Nasser fut poursuivi en Égypte et adopté par presque toutes les républiques arabes<sup>296</sup> comme l'Algérie, la Syrie, l'Irak, la Tunisie, le Yémen, le Soudan et la Libye<sup>296</sup>. Le premier président algérien Ahmed Ben Bella était ainsi un fervent nasserjiste<sup>297</sup>. Abdullah al-Sallal renversa la monarchie du Yémen du Nord au nom du panarabisme de Nasser<sup>176</sup> et des coups d'État inspirés par ses idées furent organisés en Irak en juillet 1958 et en Syrie en 1963<sup>298</sup>. Mouammar Kadhafi, qui renversa la monarchie libyenne en 1969, considérait Nasser comme un héros et chercha à lui succéder en tant que « chef des Arabes<sup>299</sup> ». Également en 1969, le colonel Gaafar Nimeiry, partisan de Nasser, prit le pouvoir au Soudan<sup>300</sup>. Le mouvement nationaliste arabe aida à propager les idées panarabes de Nasser dans tout le monde arabe en particulier auprès des Palestiniens<sup>301,302</sup> et dans les pays du golfe Persique<sup>302</sup>. Si de nombreux dirigeants régionaux tentèrent d'imiter Nasser, pour l'historien israélien Podeh « l'étroitesse d'esprit » des chefs arabes successifs a « transformé l'imitation [de Nasser] en une parodie<sup>296</sup> ».

## Hommages

Le nom de Gamal Abdel Nasser a été donné à un BPC de la classe mistral acheté par l'Égypte au groupe français DCNS<sup>303</sup>.

Dans la série télévisée *The Crown* (2016), son rôle est interprété par Amir Boutros.

## Vie privée



Nasser et sa famille à Manshiyat al-Bakri en 1963. De gauche à droite : Mona, Tahia, Hoda, Abdel Hakim, Khaled, Abdel Hamid et Nasser.

En 1944, Nasser épouse Tahia Kazem, alors âgée de 22 ans et issue d'une famille aisée. Son père iranien et sa mère égyptienne sont tous deux morts alors qu'elle était jeune. Elle lui est présentée par son frère, Abdel Hamid Kazem, un commerçant et ami de Nasser, en 1943<sup>304</sup>. Après leur union, les mariés s'installent à Manshiyat al-Bakri dans la banlieue du Caire et y resteront jusqu'à leur mort. L'entrée de Nasser dans le corps des officiers lui assure un salaire confortable dans une société marquée par la pauvreté. Il reste néanmoins loin de la riche élite égyptienne et il conservera un certain ressentiment à l'encontre de ceux nés dans la richesse et le pouvoir<sup>28</sup>. Le couple discute parfois de politique mais Nasser essaiera autant que possible de séparer sa carrière et sa vie privée. Il passe une grande partie de son temps libre avec ses deux filles et ses trois fils<sup>305</sup> : Hoda, Mona, Khaled, Abdel Hamid et Abdel Hakim<sup>306</sup>.

Même s'il défend la laïcité, Nasser est un musulman pratiquant qui a fait deux fois le pèlerinage à La Mecque en 1954 et 1965<sup>307,308</sup>. Il a été connu pour être incorruptible<sup>309,310,311,312</sup>, une caractéristique qui améliorera encore plus sa réputation parmi les Égyptiens et les habitants du monde arabe<sup>311</sup>. Nasser occupait ses loisirs à la photographie, les échecs, les journaux en arabe, en anglais et en français, les films américains et la musique classique<sup>313</sup>.

Nasser a eu peu de vices en dehors de son tabagisme compulsif<sup>257,310,314</sup>. Il travaillait fréquemment 18 heures par jour et prenait rarement des vacances. La combinaison des deux contribua à la dégradation de sa santé. Son diabète fut diagnostiqué au début des années 1960 et au moment de sa mort, il souffrait d'artériosclérose, de problèmes au cœur et d'hypertension. Victime de deux crises cardiaques en 1966 et 1969, il reste alité pendant six semaines après ce second incident, les médias gouvernementaux rapportant que son absence est due à la grippe<sup>257</sup>.

## Décorations

### Décorations égyptiennes

- Égypte :
- collier de l'ordre du Nil ;
- collier de l'ordre de l'Indépendance ;
- collier de l'ordre de la République ;
- grand-croix de l'ordre égyptien du Mérite ;
- classe majeur de l'ordre de la Vertu.



Anouar el-Sadate (à gauche) et Nasser à l'Assemblée nationale en 1964. Sadate succéda à Nasser en 1970 et abandonna les politiques de son prédécesseur.



Gaafar Nimeiry du Soudan (à gauche), Nasser et Mouammar Kadhafi de la Libye (à droite) à l'aéroport de Tripoli en 1969.

## Décorations étrangères

- Afrique du Sud : médaille d'or de l'ordre de Compagnon <sup>(en)</sup>  (à titre posthume) ;
- Finlande : grand-croix avec collier de l'ordre de la Rose blanche ;
- Malaisie : collier de l'ordre du Défenseur du Royaume <sup>(en)</sup>  ;
- République arabe unie : médaille commémorative de la République arabe unie
- Tunisie : grand cordon de l'ordre de la République tunisienne ;
- URSS : médaille du Héros de l'Union soviétique ;
- URSS : médaille de l'ordre de Lénine ;
- Yougoslavie : grand cordon de l'ordre de l'Étoile yougoslave.

## Publications

- (ar) *Mémoires de la Première Guerre de Palestine* (يوميات الرئيس جمال عبد الناصر عن حرب فلسطين).
- (ar) *Libération de l'Égypte: la philosophie de la révolution* (فلسفة الثورة).
- (ar) *Vers la liberté* (في سبيل الحرية).

## Notes et références

### Notes

- Président de la République d'Égypte du 26 juin 1956 au 22 février 1958.

### Références

- Vatikiotis 1978, p. 23-24.
- Joesten 1974, p. 14.
- Stephens 1972, p. 23.
- Stephens 1972, p. 26.
- Stephens 1972, p. 28-32.
- Alexander 2005, p. 14.
- Hoda Abdel Nasser, « A Historical Sketch of Gamal Abdel Nasser » (http://nasser.bibalex.org/Common/pictures01-%20sira\_en.htm#1), Bibliotheca Alexandrina (consulté le 23 juillet 2013).
- Aburish 2004, p. 8-9.
- Vatikiotis 1978, p. 24.
- Stephens 1972, p. 33-34.
- Joesten 1974, p. 19.
- Litvin 2011, p. 39.
- Alexander 2005, p. 15.
- Joesten 1974, p. 66.
- Alexander 2005, p. 19-20.
- Stephens 1972, p. 32.
- Aburish 2004, p. 11-12.
- Alexander 2005, p. 16.
- « The Books Gamal Abdel Nasser Used to Read, 1. During his Secondary School Years » (http://nasser.bibalex.org/Common/pictures01-%20sira4\_en.htm#1), Bibliotheca Alexandrina (consulté le 20 août 2013).
- Talhami 2007, p. 164.
- Thierry Desjardins, *Sadate, pharaon d'Égypte*, M. Valtat, 1981, p. 85.
- Aburish 2004, p. 15.
- Alexander 2005, p. 20.
- Reid 1981, p. 158.
- Cook 2011, p. 41.
- Aburish 2004, p. 15-16.
- Alexander 2005, p. 26-27.
- Alexander 2005, p. 27.
- Aburish 2004, p. 18.
- Nutting 1972, p. 20.
- Aburish 2004, p. 22.
- Stephens 1972, p. 63.
- Aburish 2004, p. 23.
- Aburish 2004, p. 24.
- Aburish 2004, p. 25-26.
- Heikal 1973, p. 103.
- Brightman 2004, p. 233.
- Dokos 2007, p. 114.
- Pollack 2002, p. 27.
- Heikal 1973, p. 17.
- Aburish 2004, p. 27.

42. Aburish 2004, p. 27-28.
43. Aburish 2004, p. 30.
44. Aburish 2004, p. 32.
45. Aburish 2004, p. 33.
46. Aburish 2004, p. 34.
47. Aburish 2004, p. 34-35.
48. Aburish 2004, p. 35-39.
49. Aburish 2004, p. 39.
50. Nutting 1972, p. 36-37.
51. Stephens 1972, p. 108.
52. Aburish 2004, p. 41.
53. Nutting 1972, p. 38-39.
54. Dekmejian 1971, p. 24.
55. Stephens 1972, p. 114.
56. Aburish 2004, p. 46.
57. Aburish 2004, p. 45.
58. Sarra Grira, « En Égypte et en Tunisie, la révolte des damnés de la terre » (<https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/en-egypte-et-en-tunisie-les-damnes-de-la-terre,3703>), sur *Orient XXI*, 20 mars 2020
59. Aburish 2004, p. 46-47.
60. Kandil 2012, p. 22.
61. Aburish 2004, p. 51.
62. Kandil 2012, p. 27.
63. Kandil 2012, p. 32.
64. Nutting 1972, p. 60.
65. Kandil 2012, p. 33.
66. Kandil 2012, p. 34.
67. Kandil 2012, p. 35.
68. Aburish 2004, p. 52.
69. Kandil 2012, p. 36.
70. Kandil 2012, p. 38.
71. Kandil 2012, p. 39.
72. Aburish 2004, p. 54-55.
73. Rogan 2011, p. 228.
74. Aburish 2004, p. 54.
75. Brown 2000, p. 159.
76. Aburish 2004, p. 56.
77. Atiyeh et Oweis 1988, p. 331-332.
78. Jankowski 2001, p. 32.
79. Aburish 2004, p. 239.
80. Rasler, Thompson et Ganguly 2013, p. 38-39.
81. Dekmejian 1971, p. 44.
82. Kandil 2012, p. 45-46.
83. Valeur calculée sur la base du déflateur du PIB (*GDP deflator*) en utilisant le site Measuring Worth (<http://www.measuringworth.com/index.php>).
84. Tan et Acharya 2008, p. 12.
85. Dekmejian 1971, p. 43.
86. Ginat 2010, p. 115.
87. Ginat 2010, p. 113.
88. Jankowski 2001, p. 65-66.
89. Ginat 2010, p. 111.
90. Cook 2011, p. 66.
91. Ginat 2010, p. 111-112.
92. Jankowski 2001, p. 67.
93. Alexander 2005, p. 126.
94. Ansari 1986, p. 84.
95. Peretz 1994, p. 242.
96. Peretz 1994, p. 241.
97. Sullivan 1986, p. 80.
98. Dekmejian 1971, p. 45.
99. Brendan Evans et Andrew Taylor, « From Salisbury to Major » (<https://books.google.fr/books?id=hTu8AAAAIAAJ&pg=PA104&lpg=PA104&dq=nasser+became+president+%2226+june%22&source=bl&ots=1zT0Xz-geS&sig=IDju0jgWrWtRB1sjFrX52ecgl34&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwi69s-GnLnPAhWhJsAKHa03CPAQ6AEIzAA#v=onepage&q=nasser%20became%20president%20%2226%20june%22&f=false>), sur *Google Books* (consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2016).
100. James 2008, p. 150.
101. Goldschmidt 2008, p. 162.
102. Jankowski 2001, p. 68.
103. « 1956: Egypt Seizes Suez Canal » ([http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/july/26/newsid\\_2701000/2701603.stm](http://news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/july/26/newsid_2701000/2701603.stm)), BBC News, 26 juillet 1956 (consulté le 4 mars 2007).
104. Aburish 2004, p. 108.

105. [Hamad 2008](#), p. 96.
106. [Rogan 2011](#), p. 299.
107. [Heikal 1973](#), p. 91.
108. [Heikal 1973](#), p. 103-104.
109. [Heikal 1973](#), p. 105.
110. [Avi Shlaim](#), « The Protocol of Sèvres, 1956: Anatomy of a War Plot », *International Affairs*, vol. 73:3, 1997, p. 509-530 (lire en ligne (<http://users.ox.ac.uk/~ssfc0005/The%20Protocol%20of%20Sevres%201956%20Anatomy%20of%20a%20War%20Plot.html>), consulté le 6 octobre 2009).
111. [Dawisha 2009](#), p. 179.
112. [Jankowski 2001](#), p. 66.
113. [Kandil 2012](#), p. 47.
114. [Aburish 2004](#), p. 118-119.
115. [Shemesh et Troen 1990](#), p. 116.
116. [Aburish 2004](#), p. 119.
117. [Bidwell 1998](#), p. 398.
118. [Alexander 2005](#), p. 94.
119. [Kyle 2011](#), p. 445-446.
120. [Kyle 2001](#), p. 445-446.
121. [Kyle 2001](#), p. 113-114.
122. [Yaqub 2004](#), p. 51.
123. [Dawisha 2009](#), p. 180.
124. « Establishment of UNEF (United Nations Emergency Force) » (<http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/past/unef1backgr2.html>), United Nations (consulté le 29 juillet 2010).
125. [Beinin 2005](#), p. 87.
126. [Aburish 2004](#), p. 123.
127. [Dawisha 2009](#), p. 184.
128. [Rogan 2011](#), p. 305.
129. [Aburish 2004](#), p. 135-136.
130. [Dawisha 2009](#), p. 155.
131. [Dawisha 2009](#), p. 181-182.
132. [Dawisha 2009](#), p. 181.
133. [Dawisha 2009](#), p. 191.
134. [Dann 1989](#), p. 169.
135. [Aburish 2004](#), p. 130.
136. [Aburish 2004](#), p. 130-131.
137. [Aburish 2004](#), p. 127.
138. [Yaqub 2004](#), p. 102.
139. [Aburish 2004](#), p. 138-139.
140. [Dawisha 2009](#), p. 191-192.
141. [Dawisha 2009](#), p. 193.
142. [Dawisha 2009](#), p. 198.
143. [Dawisha 2009](#), p. 199-200.
144. [Dawisha 2009](#), p. 200.
145. [Aburish 2004](#), p. 150-151.
146. [Podeh 1999](#), p. 44-45.
147. [Dawisha 2009](#), p. 202-203.
148. [Aburish 2004](#), p. 158.
149. [Dawisha 2009](#), p. 190.
150. [Aburish 2004](#), p. 160-161.
151. [Aburish 2004](#), p. 161-162.
152. [Aburish 2004](#), p. 163.
153. [Aburish 2004](#), p. 174-175.
154. [Dawisha 2009](#), p. 208.
155. [Aburish 2004](#), p. 164.
156. [Dawisha 2009](#), p. 208-209.
157. [Aburish 2004](#), p. 166.
158. [Dawisha 2009](#), p. 209.
159. [Aburish 2004](#), p. 169-170.
160. [Aburish 2004](#), p. 172.
161. [Aburish 2004](#), p. 176-178.
162. [Salam 2004](#), p. 102.
163. [Dawisha 2009](#), p. 216.
164. [Aburish 2004](#), p. 179-180.
165. [Aburish 2004](#), p. 181-183.
166. [Dawisha 2009](#), p. 227.
167. [Dawisha 2009](#), p. 231.
168. [Dawisha 2009](#), p. 229.
169. [Aburish 2004](#), p. 189-191.

170. Dawisha 2009, p. 230.
171. Aburish 2004, p. 204-205.
172. Podeh 2004, p. 157.
173. Aburish 2004, p. 205-206.
174. Abdelmalek 1968, p. 363-365.
175. Aburish 2004, p. 205.
176. Aburish 2004, p. 207-208.
177. Dawisha 2009, p. 235.
178. Aburish 2004, p. 209-211.
179. Aburish 2004, p. 209.
180. Seale 1990, p. 76-77.
181. Aburish 2004, p. 215-217.
182. Dawisha 2009, p. 239.
183. Seale 1990, p. 81.
184. Seale 1990, p. 82-83.
185. Ahmed Ben Bella, « Ainsi était le « Che » » ([https://www.monde-diplomatique.fr/1997/10/BEN\\_BELLA/4934](https://www.monde-diplomatique.fr/1997/10/BEN_BELLA/4934)), sur *Le Monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> octobre 1997
186. Dawisha 2009, p. 243-244.
187. Aburish 2004, p. 222-223.
188. Cubert 1997, p. 52.
189. Mehrotra 1990, p. 57.
190. Mehrotra 1990, p. 58.
191. Aburish 2004, p. 234.
192. Marchevsky et Theoharis 2006, p. 151.
193. Adi et Sherwood 2003, p. 140-141.
194. Aburish 2004, p. 200-201.
195. Aburish 2004, p. 237.
196. Kandil 2012, p. 51.
197. Farid 1996, p. 71.
198. Brooks 2008, p. 88.
199. Brooks 2008, p. 89.
200. Farid 1996, p. 71-72.
201. Aburish 2004, p. 244.
202. Aburish 2004, p. 235-237.
203. Akram-Lodhi, Borrás et Kay 2007, p. 258-259.
204. Aburish 2004, p. 238-239.
205. Cook 2011, p. 123.
206. Aburish 2004, p. 258.
207. Aburish 2004, p. 252.
208. Kandil 2012, p. 76.
209. Brooks 2008, p. 90.
210. Kandil 2012, p. 77.
211. Parker 1996, p. 159.
212. Parker 1996, p. 158-159.
213. Aburish 2004, p. 254-255.
214. Brooks 2008, p. 95.
215. Kandil 2012, p. 77-78.
216. Aburish 2004, p. 255.
217. Kandil 2012, p. 86.
218. Aburish 2004, p. 257.
219. Brooks 2008, p. 97.
220. Aburish 2004, p. 256.
221. Aburish 2004, p. 260-261.
222. Kandil 2012, p. 82.
223. Aburish 2004, p. 263.
224. Aburish 2004, p. 262.
225. Bidwell 1998, p. 276.
226. Kandil 2012, p. 84.
227. Aburish 2004, p. 268-269.
228. Kandil 2012, p. 85.
229. Nutting 1972, p. 430.
230. Kandil 2012, p. 87.
231. Kandil 2012, p. 88.
232. Aburish 2004, p. 277.
233. Kandil 2012, p. 89.
234. Aburish 2004, p. 270-271.
235. Aburish 2004, p. 272.
236. Aburish 2004, p. 281.

237. [Aburish 2004](#), p. 276.
238. [Brownlee 2007](#), p. 88.
239. [Farid 1996](#), p. 97.
240. [Brownlee 2007](#), p. 89.
241. [Kandil 2012](#), p. 92.
242. [Aburish 2004](#), p. 299-301.
243. [Aburish 2004](#), p. 304.
244. [Aburish 2004](#), p. 280.
245. [Aburish 2004](#), p. 288-290.
246. [Byman et Waxman 2002](#), p. 66.
247. [Rasler, Thompson et Ganguly 2013](#), p. 49.
248. [Aburish 2004](#), p. 297-298.
249. [Aburish 2004](#), p. 301.
250. [Aburish 2004](#), p. 305.
251. [Viorst 1987](#), p. 133.
252. [Farid 1996](#), p. 163.
253. [Dawisha 2009](#), p. 259.
254. [Aburish 2004](#), p. 309-310.
255. [Dawisha 2009](#), p. 262.
256. [Nutting 1972](#), p. 476.
257. [Daigle 2012](#), p. 115.
258. « Claims that Sadat killed Nasser are unfounded » (<http://www.alarabiya.net/articles/2010/09/26/120379.html>), *Al Arabiya*, 26 septembre 2010 (consulté le 27 janvier 2011).
259. [Aburish 2004](#), p. 315-316.
260. (en) « Nasser's Legacy: Hope and Instability », *Time*, 12 octobre 1970 (lire en ligne (<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,942325-1,00.html>), consulté le 3 mai 2010).
261. [Weston 2008](#), p. 203.
262. [Botman 1988](#), p. 72.
263. [Nelson 2000](#), p. 72.
264. [Cook 2011](#), p. 111.
265. [Darling 2013](#), p. 192.
266. (en) Mahmoud Hamad, *When the Gavel Speaks : Judicial Politics in Modern Egypt*, ProQuest, 2008, p. 150.
267. Hani Shukrallah et Hosny Guindy, « Liberating Nasser's Legacy », *Al-Ahram Weekly*, *Al-Ahram*, 4 novembre 2000 (lire en ligne (<http://weekly.ahram.org.eg/2000/501/nasser2.htm>), consulté le 23 novembre 2009).
268. [Cook 2011](#), p. 112.
269. [Gordon 2000](#), p. 171.
270. [Bernard-Maugiron 2008](#), p. 220.
271. [Brynen, Korany et Noble 1995](#), p. 50.
272. [Podeh 2004](#), p. 100.
273. Mona El-Nahas, « Nasserism's potential untapped » (<http://weekly.ahram.org.eg/2000/503/el5.htm>), *Al-Ahram Weekly*, 18 octobre 2000 (consulté le 10 juin 2013).
274. (en) « Egypt candidate to seek election suspension » (<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/05/201252613122175999.html>), *Al-Jazeera*, 27 mai 2012 (consulté le 10 juin 2013).
275. (en) « Egypt Elections Watch: Al-Karama » (<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/33/104/26690/Elections-/Political-Parties/AlKarama.aspx>), *Al-Ahram et Jadaliyya*, 18 novembre 2011 (consulté le 11 juin 2013).
276. (en) « Nasserist groups announce new, unified political party », *Egypt Independent*, *Al-Masry Al-Youm*, 20 septembre 2012 (lire en ligne (<http://www.egyptindependent.com/news/nasserist-groups-announce-new-unified-political-party>), consulté le 11 juin 2013).
277. [Podeh 2004](#), p. 67-68.
278. [Hamad 2008](#), p. 100-101.
279. [Hamad 2008](#), p. 99.
280. [Osman 2011](#), p. 42.
281. [Hamad 2008](#), p. 100.
282. [Hourani 2002](#), p. 369.
283. [Seale 1990](#), p. 66.
284. [Dekmejian 1971](#), p. 304.
285. (en) Roger Hardy, « How Suez made Nasser an Arab icon » ([http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/5204490.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/5204490.stm)), BBC MMIX, 26 juillet 2006 (consulté le 23 novembre 2009).
286. (en) Steven Cook, « A Faustian Pact: Generals as Democrats », *The New York Times*, The New York Times Company, Inc., 25 juillet 2013 (lire en ligne ([https://www.nytimes.com/2013/07/26/opinion/a-faustian-pact-generals-as-democrats.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2013/07/26/opinion/a-faustian-pact-generals-as-democrats.html?_r=0)), consulté le 18 août 2013).
287. (en) Lamis Andoni, « The resurrection of pan-Arabism » (<http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/02/2011121115231647934.html>), *Al-Jazeera*, 11 février 2011 (consulté le 15 février 2011).
288. (en) Ahmed El-Tonsi, « The legacy of Nasserism », *Al-Ahram Weekly*, 16 janvier 2013 (lire en ligne (<http://weekly.ahram.org.eg/News/1031/21/The-legacy-of-Nasserism.aspx>), consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2013).
289. [Cooper 1982](#), p. 67.
290. [Osman 2011](#), p. 44.
291. [Podeh 2004](#), p. 61.
292. [Podeh 2004](#), p. ix-x.
293. [Podeh 2004](#), p. 50.
294. [Cooper 1982](#), p. 64.

295. *Dawisha 2009*, p. 151.
296. *Podeh 2004*, p. 47.
297. Anouar Abdel-Malek, « Nasserism and Socialism », dans *The Socialist Register*, vol. 1, The Socialist Register, 1964 (lire en ligne (<http://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5927>)), p. 52.
298. *Asterjian 2007*, p. 52.
299. Alyssa Fetini, « Muammar Gaddafi », *Time*, 3 février 2009 (lire en ligne (<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1876539,00.html>), consulté le 24 novembre 2009).
300. *Rubin 2010*, p. 41.
301. *Kimmerling et Migdal 2003*, p. 225.
302. *Dawisha 2009*, p. 156.
303. « Le BPC Gamal Abdel Nasser sous pavillon égyptien » (<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2016/06/02/le-gamal-abdel-nasser-sous-pavillo-egyptien-16288.html>), sur *lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr* (consulté le 19 septembre 2016).
304. *Sullivan 1986*, p. 84.
305. *Sullivan 1986*, p. 85.
306. *Aburish 2004*, p. 313-320.
307. *Aburish 2004*, p. 148.
308. *Alexander 2005*, p. 74.
309. *Makdissi 2011*, p. 217.
310. *Bird 2010*, p. 177.
311. *Goldschmidt 2008*, p. 167.
312. *Alexander 2005*, p. 97.
313. *Bird 2010*, p. 178.
314. *Aburish 2004*, p. 10.

- (en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l’article de Wikipédia en anglais intitulé « Gamal Abdel Nasser ([https://en.wikipedia.org/wiki/Gamal\\_Abel\\_Nasser?oldid=570968507](https://en.wikipedia.org/wiki/Gamal_Abel_Nasser?oldid=570968507)) » (voir la liste des auteurs ([https://en.wikipedia.org/wiki/Gamal\\_Abel\\_Nasser?action=history](https://en.wikipedia.org/wiki/Gamal_Abel_Nasser?action=history))).

## Bibliographie

- Notices d'autorité : Fichier d'autorité international virtuel (<http://viaf.org/viaf/97349541>) · International Standard Name Identifier (<http://isni.org/isni/0000000112628020>) · CiNii (<http://ci.nii.ac.jp/author/DA04055842?l=en>) · Bibliothèque nationale de France (<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb126278401>) (données (<http://data.bnf.fr/ark:/12148/cb126278401>)) · Système universitaire de documentation (<http://www.idref.fr/027703150>) · Bibliothèque du Congrès (<http://id.loc.gov/authorities/n80093577>) · Gemeinsame Normdatei (<http://d-nb.info/gnd/118586505>) · Service bibliothécaire national (<http://id.sbn.it/af/IT\ICCU\TO0V\154371>) · Bibliothèque nationale de la Diète (<http://id.ndl.go.jp/auth/ndlna/00451019>) · Bibliothèque nationale d'Espagne ([http://catalogo.bne.es/uhtbin/authoritybrowse.cgi?action=display&authority\\_id=XX1045783](http://catalogo.bne.es/uhtbin/authoritybrowse.cgi?action=display&authority_id=XX1045783)) · Bibliothèque royale des Pays-Bas (<http://data.bibliotheken.nl/id/thes/p070337551>) · Bibliothèque nationale d'Israël ([http://uli.nli.org.il/F/?func=direct&doc\\_number=000098035&local\\_base=nlx10](http://uli.nli.org.il/F/?func=direct&doc_number=000098035&local_base=nlx10)) · Bibliothèque universitaire de Pologne (<http://nukat.edu.pl/aut/n%202006137234>) · Bibliothèque nationale de Catalogne (<http://cantic.bnc.cat/registres/CUCId/a20140575>) · Bibliothèque nationale de Suède (<http://libris.kb.se/auth/79355>) · Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (<http://data.rero.ch/02-A000196020>) · Bibliothèque nationale d'Australie (<http://nla.gov.au/anbd.aut-an36575939>) · Base de bibliothèque norvégienne (<https://authority.bibsys.no/authority/rest/authorities/html/90079297>) · WorldCat (<http://www.worldcat.org/identities/lccn-n80-093577>)
- Gamal Abdel Nasser, Jean Ziegler, *Le socialisme arabe. Discours d'Alexandrie du 26 juillet 1956*, Le Bord de l'eau, 2019
- Hoda Nasser, *Nasser. Archives secrètes*, Flammarion, 2020.
- (en) Anwar Abdelmalek, *Egypt : Military Society*, New York, Random House, 1968 (OCLC 314333504 (<https://worldcat.org/oclc/314333504&lang=fr>)).
- (en) Said K. Aburish, *Nasser, the Last Arab*, New York, St. Martin's Press, 2004, 355 p. (ISBN 978-0-312-28683-5).
- (en) Hakim Adi et Marika Sherwood, *Pan-African history : political figures from Africa and the diaspora since 1787*, Londres, Routledge, 2003, 203 p. (ISBN 0-415-17352-3).
- (en) Anne Alexander, *Nasser Life and Times*, Haus Publishing, 2005, illustrated éd., 186 p. (ISBN 978-1-904341-83-3).
- (en) Haroon Akram-Lodhi, Saturnino M. Borrás et Cristóbal Kay, *Land, Poverty and Livelihoods in an Era of Globalization : Perspectives from Developing and Transition Countries*, Routledge, 2007, 414 p. (ISBN 978-0-415-41449-4).
- (en) Hamied Ansari, *Egypt : The Stalled Society*, SUNY Press, 1986, 308 p. (ISBN 978-0-7914-9499-8, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=vmp3n13uUXUC&printsec=frontcover>)).
- (en) Henry D. Asterjian, *The Struggle for Kirkuk : The Rise of Hussein, Oil, and the Death of Tolerance in Iraq*, Greenwood Publishing Group, 2007 (ISBN 978-0-275-99589-8 et 0-275-99589-5).
- (en) George Nicholas Atiyeh et Ibrahim M. Oweis, *Arab Civilization : Challenges and Responses*, SUNY Press, 1988, 365 p. (ISBN 978-0-7914-9541-4, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=J90eltAfy2UC&printsec=frontcover>)).
- (en) Joel Beinin, *The Dispersion of Egyptian Jewry : Culture, Politics, and the Formation of a Modern Diaspora*, American University in Cairo Press, 2005, 329 p. (ISBN 977-424-890-2, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=ENfjCk1IZBcC&printsec=frontcover>)).
- (en) Nathalie Bernard-Maugiron, *Judges and Political Reform in Egypt*, American University in Cairo Press, 2008, 312 p. (ISBN 978-977-416-201-5, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=00yVjRjio40C&printsec=frontcover>)).
- (en) Robin Bidwell, *Dictionary Of Modern Arab History : an A to Z of over 2,000 entries from 1798 to the present day*, London/New York, Routledge, 1998, 456 p. (ISBN 0-7103-0505-2).
- (en) Kai Bird, *Crossing Mandelbaum Gate : Coming of Age Between the Arabs and Israelis, 1956-1978*, Simon and Schuster, 2010, 448 p. (ISBN 978-1-4165-4440-1).

- (en) Selma Botman, *The Rise of Egyptian Communism, 1939-1970*, Syracuse University Press, 1988, 188 p. (ISBN 978-0-8156-2443-1, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=2ceKg2qrqQ8C&printsec=frontcover>)).
- (en) Carol Brightman, *Total Insecurity : The Myth Of American Omnipotence*, Verso Books, 2004, 268 p. (ISBN 1-84467-010-4, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=Dtth6RrEJpwC&printsec=frontcover>)).
- (en) Risa Brooks, *Shaping strategy : the civil-military politics of strategic assessment*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2008, 315 p. (ISBN 978-0-691-12980-8).
- (en) Leon Carl Brown, *Religion and State : The Muslim Approach to Politics*, New York (NY), Columbia University Press, 2000, 256 p. (ISBN 0-231-12038-9).
- (en) Jason Brownlee, *Authoritarianism in an Age of Democratization*, New York (N. Y.), Cambridge University Press, 2007, 264 p. (ISBN 978-0-521-86951-5).
- (en) Yaacov Brynen, Bahgat Korany et Paul Noble, *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, vol. 1, London/Boulder (Colo.), Lynne Rienner Publishers, 1995, 350 p. (ISBN 1-55587-559-9).
- (en) Daniel Byman et Matthew Waxman, *The Dynamics of Coercion : American Foreign Policy and the Limits of Military Might*, Cambridge University Press, 2002, 281 p. (ISBN 978-0-521-00780-1, lire en ligne ([https://books.google.com/books?id=L\\_0lmO7Y1d8C&printsec=frontcover](https://books.google.com/books?id=L_0lmO7Y1d8C&printsec=frontcover))).
- (en) Steven A. Cook, *The Struggle for Egypt : From Nasser to Tahrir Square*, New York, Oxford University Press, 2011, 408 p. (ISBN 978-0-19-979526-0, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=h6vLjbGt2WQC&printsec=frontcover>)).
- (en) Mark N. Cooper, *The Transformation of Egypt*, Taylor & Francis, 1982, 278 p. (ISBN 0-7099-0721-4).
- (en) Harold M. Cubert, *The PFLP's Changing Role in the Middle East*, Psychology Press, 1997, 235 p. (ISBN 978-0-7146-4772-2, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=nhEo081WArC&printsec=frontcover>)).
- (en) Craig Daigle, *The limits of détente : the United States, the Soviet Union, and the Arab-Israeli conflict, 1969-1973*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 2012, 423 p. (ISBN 978-0-300-16713-9, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=3Qy4hvRpj0AC&printsec=frontcover>)).
- (en) Uriel Dann, *King Hussein and the Challenge of Arab Radicalism : Jordan 1955-1967*, Oxford University Press, 1989, 206 p. (ISBN 978-0-19-536121-6, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=JmYBHBtwzYQC&printsec=frontcover>)).
- (en) Linda T. Darling, *A History of Social Justice and Political Power in the Middle East : The Circle of Justice From Mesopotamia to Globalization*, Routledge, 2013, 401 p. (ISBN 978-1-136-22018-0, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=MFVWy9mfqmSMC&printsec=frontcover>)).
- (en) Adeed Dawisha, *Arab Nationalism in the Twentieth Century : From Triumph to Despair*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2009, 340 p. (ISBN 978-0-691-10273-3 et 0-691-10273-2).
- (en) Richard Hrair Dekmejian, *Egypt Under Nasir : A Study in Political Dynamics*, New York, State University of New York Press, 1971, 368 p. (ISBN 978-0-87395-080-0, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=PDN-hFYR7KEC&printsec=frontcover>)).
- (en) Thanos P. Dokos, *Security Sector Transformation in Southeastern Europe and the Middle East*, IOS Press, 2007, 193 p. (ISBN 978-1-58603-757-4, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=PR0Vnyc8kYIC&printsec=frontcover>)).
- (en) Abdel Magid Farid, *Nasser : The Final Years*, Garnet & Ithaca Press, 1996, 221 p. (ISBN 0-86372-211-3).
- (en) Rami Ginat, *Syria and the Doctrine of Arab Neutralism : From Independence to Dependence*, Sussex Academic Press, 2010 (ISBN 978-1-84519-396-6).
- (en) Arthur Goldschmidt, *A Brief History of Egypt*, Infobase Publishing, 2008, 294 p. (ISBN 978-0-8160-6672-8).
- (en) Joel Gordon, *Mass Mediations : New Approaches to Popular Culture in the Middle East and Beyond*, University of California Press, 2000 (ISBN 0-520-21925-2, lire en ligne ([http://uark.edu/rd\\_arsc/mest/Nasser\\_56\\_Cairo\\_96.pdf](http://uark.edu/rd_arsc/mest/Nasser_56_Cairo_96.pdf))), « Nasser 56/Cairo 96: Reimagining Egypt's Lost Community ».
- (en) Mahmoud Hamad, *When the Gavel Speaks : Judicial Politics in Modern Egypt*, ProQuest, 2008, 354 p. (ISBN 978-1-243-97653-6).
- (en) Mohamed Hassanein Heikal, *The Cairo Documents : The Inside Story of Nasser and His Relationship with World Leaders, Rebels, and Statesmen*, New York, Doubleday, 1973 (ISBN 978-0-385-06447-7).
- (en) Albert Hourani, *A History of the Arab Peoples*, Harvard University Press, 2002 (ISBN 0-674-01017-5).
- (en) Laura M. James, *Reassessing Suez 1956 : New Perspectives on the Crisis and Its Aftermath*, Aldershot/Burlington (Vt.), Ashgate Publishing, 2008, 253 p. (ISBN 978-0-7546-6170-2, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=XFarrEQJGhEC&printsec=frontcover>)), « When Did Nasser Expect War? The Suez Nationalization and its Aftermath in Egypt ».
- (en) James P. Jankowski, *Nasser's Egypt, Arab Nationalism, and the United Arab Republic*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner Publishers, 2001, 235 p. (ISBN 1-58826-034-8, lire en ligne ([https://books.google.com/books?id=0yN\\_dBB1xAwC&printsec=frontcover](https://books.google.com/books?id=0yN_dBB1xAwC&printsec=frontcover))).
- (en) Joachim Joesten, *Nasser : The Rise to Power*, Londres, Odhams Press, 1974 (OCLC 317256563 (<https://worldcat.org/oclc/317256563&lang=fr>)).
- (en) Hazem Kandil, *Soldiers, Spies and Statesmen : Egypt's Road to Revolt*, Verso Books, 2012, 312 p. (ISBN 978-1-84467-962-1, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=Y5ShC2rO40YC&printsec=frontcover>)).
- (en) Baruch Kimmerling et Joel S. Migdal, *The Palestinian People : A History*, Harvard University Press, 2003 (ISBN 0-674-01129-5).
- (en) Keith Kyle, *The 1956 War : Collusion and Rivalry in the Middle East*, Psychology Press, 2001 (ISBN 0-7146-4840-X), « Britain's Slow March to Suez ».
- (en) Keith Kyle, *Suez : Britain's End of Empire in the Middle East*, London/New York, I.B. Tauris, 2011, 686 p. (ISBN 978-1-84885-533-5).
- (en) Margaret Litvin, *Hamlet's Arab Journey : Shakespeare's Prince and Nasser's Ghost*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2011, 269 p. (ISBN 978-0-691-13780-3, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=zTEbv28fkBgC&printsec=frontcover>)).
- (en) Usama Makdissi, *Faith misplaced : the broken promise of U.S.-Arab relations: 1820-2001*, New York, PublicAffairs, 2011, 423 p. (ISBN 978-1-58648-680-8).
- (en) Alejandra Marchevsky et Jeanne Theoharis, *Not Working : Latina Immigrants, Low-wage Jobs, And the Failure of Welfare Reform*, New York, NYU Press, 2006, 308 p. (ISBN 978-0-8147-5709-3, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=qe2YCgAAQBAJ&printsec=frontcover>)).
- (en) Raja R. Mehrotra, *Nehru : Man Among Men*, Mittal Publications, 1990, 213 p. (ISBN 978-81-7099-196-0, lire en ligne ([https://books.google.com/books?id=e4\\_O8ZIGzKEC&printsec=frontcover](https://books.google.com/books?id=e4_O8ZIGzKEC&printsec=frontcover))).
- (en) Cynthia Nelson, *Situating Globalization : Views from Egypt*, Transcript, 2000, 361 p. (ISBN 978-3-933127-61-7).
- (en) Anthony Nutting, *Nasser*, New York, E. P. Dutton, 1972 (ISBN 978-0-525-16415-9).
- (en) Tarek Osman, *Egypt on the Brink : From Nasser to Mubarak*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 2011, 282 p. (ISBN 978-0-300-16275-2, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=q5OzAwAAQBAJ&printsec=frontcover>)).
- (en) Richard Bordeaux Parker, *The Six-Day War : A Retrospective*, University Press of Florida, 1996, 345 p. (ISBN 978-0-8130-1383-1).
- (en) Don Peretz, *The Middle East Today*, Greenwood Publishing Group, 1994, 6th éd., 593 p. (ISBN 978-0-275-94576-3, lire en ligne (<https://books.google.com/books?id=UqfHROAUevsC&printsec=frontcover>)).

- (en) Elie Podeh, *The Decline of Arab Unity : The Rise and Fall of the United Arab Republic*, Brighton (GB)/Portland (Or.), Sussex Academic Press, 1999, 292 p. (ISBN 1-902210-20-4).
- (en) Elie Podeh, *Rethinking Nasserism : revolution and historical memory in modern Egypt*, Gainesville, University Press of Florida, 2004, 364 p. (ISBN 0-8130-2704-7).
- (en) Kenneth Michael Pollack, *Arabs at War : Military Effectiveness, 1948-1991*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2002, 698 p. (ISBN 0-8032-3733-2).
- (en) Karen Rasler, William R. Thompson et Sumit Ganguly, *How Rivalries End*, University of Pennsylvania Press, 2013, 274 p. (ISBN 978-0-8122-4498-4, lire en ligne (https://books.google.com/books?id=A3t0qavZkOEC&printsec=frontcover)).
- (en) Donald Malcolm Reid, *Lawyers and Politics in the Arab World : 1880-1960*, Bibliotheca Islamica, Inc., 1981, 435 p. (ISBN 978-0-88297-028-8).
- (en) Eugene Rogan, *The Arabs : A History*, Basic Books, 2011 (ISBN 978-0-465-02822-1).
- (en) Barry Rubin, *Guide to Islamist Movements*, M. E. Sharpe, 2010, 663 p. (ISBN 978-0-7656-1747-7).
- (en) Patrick Seale, *Asad of Syria : The Struggle for the Middle East*, University of California Press, 1990, 552 p. (ISBN 978-0-520-06976-3, lire en ligne (https://books.google.com/books?id=QbYwDwAAQBAJ&printsec=frontcover)).
- (en) Nawaf A. Salam, *Options for Lebanon*, I.B. Tauris, 2004, 256 p. (ISBN 1-85043-928-1).
- Gilbert Sinoué, *L'aigle égyptien. Nasser*, Paris, Tallandier, 2015, 409 p. (ISBN 979-10-210-0853-3).
- (en) Robert Henry Stephens, *Nasser : A Political Biography*, New York, Simon and Schuster, 1972 (ISBN 978-0-671-21224-7).
- (en) Moshe Shemesh et Selwyn Illan Troen, *The Suez-Sinai Crisis : A Retrospective and Reappraisal*, Psychology Press, 1990 (ISBN 0-7146-3356-9).
- (en) Earl L. Sullivan, *Women in Egyptian Public Life*, Syracuse University Press, 1986, 223 p. (ISBN 978-0-8156-2354-0, lire en ligne (https://books.google.com/books?id=Y900ymkaKX4C&printsec=frontcover)).
- (en) Ghada Hashem Tahami, *Palestine in the Egyptian Press : From al-Ahram to al-Ahali*, Lanham (Md.), Lexington Books, 2007, 387 p. (ISBN 978-0-7391-1784-2).
- (en) See Seng Tan et Amitav Acharya, *Bandung Revisited : The Legacy of the 1955 Asian-African Conference for International Order*, NUS Press, 2008, 229 p. (ISBN 978-9971-69-393-0, lire en ligne (https://books.google.com/books?id=AtCcSHKaY-c&printsec=frontcover)).
- (en) Salim Yaqub, *Containing Arab Nationalism : The Eisenhower Doctrine and the Middle East*, University of North Carolina Press, 2004, 377 p. (ISBN 0-8078-5508-1, lire en ligne (https://books.google.com/books?id=MTR3dhkwoUoC&printsec=frontcover)).
- (en) Panayiotis J. Vatikiotis, *Nasser and His Generation*, Croom Helm, 1978, 375 p. (ISBN 978-0-85664-433-7).
- (en) Milton Viorst, *Sands of Sorrow : Israel's Journey from Independence*, I.B. Tauris, 1987, 328 p. (ISBN 978-1-85043-064-3).
- (en) Mark Weston, *Prophets and princes : Saudi Arabia from Muhammad to the present*, New York, John Wiley & Sons, 2008, 620 p. (ISBN 978-0-470-18257-4, lire en ligne (https://books.google.com/books?id=EEEFsVYLko4C&printsec=frontcover)).
- Gilbert Sinoué, *L'aigle égyptien. Nasser*, Tallandier, 2015, 410 pages.
- Gamal Abdel Nasser* (https://www.cetim.ch/product/gamal-abdel-nasser/), recueil de textes introduit par Magda Refaa, Éditions du CETIM, collection « Pensées d'hier pour demain », 2017, 96 pages.

## Liens externes

- Notices d'autorité : Fichier d'autorité international virtuel (http://viaf.org/viaf/97349541) · International Standard Name Identifier (http://isni.org/isni/0000000112628020) · CiNii (http://ci.nii.ac.jp/author/DA04055842?l=en) · Bibliothèque nationale de France (http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb126278401) (données (http://data.bnf.fr/ark:/12148/cb126278401)) · Système universitaire de documentation (http://www.idref.fr/027703150) · Bibliothèque du Congrès (http://id.loc.gov/authorities/n80093577) · Gemeinsame Normdatei (http://d-nb.info/gnd/118586505) · Service bibliothécaire national (http://id.sbn.it/af/IT\ICCU\TO0V\154371) · Bibliothèque nationale de la Diète (http://id.ndl.go.jp/auth/ndlna/00451019) · Bibliothèque nationale d'Espagne (http://catalogo.bne.es/uhtbin/authoritybrowse.cgi?action=display&authority\_id=XX1045783) · Bibliothèque royale des Pays-Bas (http://data.bibliotheken.nl/id/thes/p070337551) · Bibliothèque nationale d'Israël (http://uli.nli.org.il/F/?func=direct&doc\_number=000098035&local\_base=nlx10) · Bibliothèque universitaire de Pologne (http://nukat.edu.pl/aut/n%202006137234) · Bibliothèque nationale de Catalogne (http://cantic.bnc.cat/registres/CUCId/a20140575) · Bibliothèque nationale de Suède (http://libris.kb.se/auth/79355) · Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (http://data.rero.ch/02-A000196020) · Bibliothèque nationale d'Australie (http://nla.gov.au/anbd.aut-an36575939) · Base de bibliothèque norvégienne (https://authority.bibsys.no/authority/rest/authorities/html/90079297) · WorldCat (http://www.worldcat.org/identities/lccn-n80-093577)
- Notices dans des dictionnaires ou encyclopédies généralistes : BlackPast (https://www.blackpast.org/global-african-history/abdel-nasser-gamal-hussein-1918-1970/) · Brockhaus Enzyklopädie (https://brockhaus.de/ecs/enzy/article/nasser-gamal) · Deutsche Biographie (http://www.deutsche-biographie.de/118586505.html) · Dizionario di Storia (http://www.treccani.it/enciclopedia/gamal-abdel-nasser\_(Dizionario-di-Storia)/) · Encyclopædia Britannica (https://www.britannica.com/biography/Gamal-Abdel-Nasser) · Encyclopædia Universalis (https://www.universalis.fr/encyclopedie/gamal-abdel-nasser/) · Encyclopédie Treccani (http://www.treccani.it/enciclopedia/nasser) · Gran Enciclopèdia Catalana (https://www.encyclopedia.cat/EC-GEC-0045472.xml) · Munzinger Archiv (https://www.munzinger.de/search/go/document.jsp?id=00000005373) · Store norske leksikon (https://snl.no/Gamal\_Abdel\_Nasser) · Visuotinė lietuvių enciklopedija (https://www.vle.lt/Straipsnis/gamal-abdel-nasser)
- Ressources relatives à l'audiovisuel : Allociné (http://www.allocine.fr/personne/fichepersonne\_gen\_cpersonne=37200.html) · (en) Internet Movie Database (https://tools.wmflabs.org/wikidata-externalid-url/?p=345&url\_prefix=https://www.imdb.com/&id=nm0621959)
- Ressource relative aux beaux-arts : (en) British Museum (https://www.britishmuseum.org/collection/term/BIOG191156)
- (ar) Archives sur Nasser (http://www.nasser.org) par la *Bibliotheca Alexandrina* et la fondation Gamal Abdel Nasser.
- Discours de Nasser sur le complot des Frères musulmans (https://www.youtube.com/watch?v=7ZFTVJ\_KMXo).

La version du 6 février 2014 de cet article a été reconnue comme « **bon article** », c'est-à-dire qu'elle répond à des critères de qualité concernant le style, la clarté, la pertinence, la citation des sources et l'illustration.

---

Ce document provient de « [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Gamal\\_Abdel\\_Nasser&oldid=185624195](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Gamal_Abdel_Nasser&oldid=185624195) ».

**La dernière modification de cette page a été faite le 19 août 2021 à 16:12.**

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#)

[À propos de Wikipédia](#)

[Avertissements](#)

[Contact](#)

[Développeurs](#)

[Statistiques](#)

[Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#)